

**PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
**Jeudi 9 février 2023**

Le Conseil communautaire dûment convoqué, s'est réuni le :

**Jeudi 9 février 2023 à 18 heures**  
**Siège de la Communauté de communes – Salle du Conseil**  
**39 rue Gambetta – 37150 BLERE**

**ORDRE DU JOUR :**

- 1. PV du dernier conseil communautaire**
- 2. Rapport sur l'égalité des Femmes et des Hommes**
  - a. Adoption du rapport annuel 2022**
- 3. Finances**
  - a. Orientations Budgétaires 2023 - Débat**
  - b. Admissions en non-valeur**
- 4. Zone d'Activités de Sublaines – bois Gaulpied**
  - a. Modification de la ZAC de Sublaines – bois Gaulpied**
  - b. Dépôt du Dossier de ZAC**
  - c. Cession de Terrains**
  - d. Tarifs de cession de terrains**
- 5. Zone d'Activités de Ferrière à Athée sur Cher**
  - a. Cession de Terrain**
- 6. Commerce de proximité**
  - a. Fonds de commerce « boucherie – charcuterie – traiteur » - Luzillé – Suppression**
- 7. Territoire d'industrie Grand Est Touraine**
  - a. Convention pour le financement d'un support « serious game » dédié à la découverte des métiers de l'industrie**
- 8. Tourisme**
  - a. Office de Tourisme Autour de Chenonceaux Vallée du cher**
    - i. Demande de subvention 2023 – Acompte**
- 9. Enfance – Accueil de Loisirs sans hébergement**
  - a. Règlement de fonctionnement commun des Accueils de Loisirs sans hébergement – Modification au 17 avril 2023**
- 10. Écoles de Musique**
  - a. Subvention de fonctionnement 2023 – Acompte**
- 11. Habitat**
  - a. OPAH Précarité Énergétique**
  - b. OPAH PPRT**
  - c. Aires d'accueil des gens du voyage - règlement intérieur**
- 12. Eau & Assainissement**
  - a. Commune de Bléré – Avenant à la convention de transfert et au PV de mise à disposition des biens**
  - b. Commune de Athée sur Cher – Avenant à la convention de transfert et au PV de mise à disposition des biens**
  - c. Commune de Luzillé – Avenant à la convention de transfert et au PV de mise à disposition des biens**
- 13. Voirie**
  - a. Vente de matériels**

- b. Finances – Autorisation de mandatement en investissement avant le vote du Budget Primitif 2023 (Budget Annexe Voirie)**
- 14. Personnel communautaire –**
- a. Remboursement des frais engagés par les personnels à l'occasion de leurs déplacements en formation ou en mission**
- 15. Administration Générale – Actualisation de la liste des commissions**
- 16. Décisions du Président en vertu de sa délégation de pouvoir – articles L.2122-22 et L.5211-2 du Code Générale des Collectivités Territoriales**
- 17. Questions Diverses**

Le Président,  
Vincent LOUAULT

## PROCES VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 9 FEVRIER 2023

L'An deux mil vingt-trois, le neuf février, à dix-huit heures, le Conseil Communautaire dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire au siège de la communauté de communes, salle du conseil communautaire, sous la Présidence de Monsieur Vincent LOUAULT, Président.

**Athée sur Cher** : - M. Olivier DELAVEAU - M. Denis MORIZOT - M. Laurent NEVEU (Départ à 20h22, après délibération 2023-011)

Absente excusée : Mme Marylène COUSSY, pouvoir à M. Laurent NEVEU - Mme Karine PATIN, pouvoir à M. Olivier DELAVEAU

**Bléré** : Mme Gisèle PAPIN - M. Lionel CHANTELOUP - M. Bruno RAUZY (Arrivée à 18h28, après délibération 2023-001) - M. Fabien NEBEL (Arrivée à 18h45, après délibération 2023-001) - M. Jean-Claude OMONT - M. Stéphane LOUAULT - Mme Anne MAUDUIT - Mme Isabelle BALARD (Arrivée 18h13, avant délibération 2023-001)

Absente excusée : Mme Sendrine BESNIER

**Céré la Ronde** :

Absent excusé : M. Jacques DUVIVIER

**Chenonceaux** : M. Pierre POUPEAU

**Chisseaux** : Mme Annie BECHON - M. Franck AUGIAS

**Cigogné** : M. Vincent LOUAULT

**Civray de Touraine** : Mme Fanny HERMANGE (Arrivée 18h13, avant délibération 2023-001) - M. Ludovic DUBOIS

Absente excusée : Mme Claire OLLIVIER, pouvoir à Mme Fanny HERMANGE

**Courçay** : Mme Anne BAYON de NOYER - M. François BORNE

**Dierre** :

Absents excusés : Mme Véronique SIRON-PERRIN - M. Max BESNARD, pouvoir à M. Vincent LOUAULT

**Epeigné les Bois** : Mme Claire DUPRE

**Francueil** : M. Pierre EHLINGER - Mme Valérie PAVERANI

**La Croix en Touraine** : M. Jean-Pierre BOIVIN - Mme Michèle GASNIER - M. Michel MULOT - Mme Sylvie WARNET

**Luzillé** : Mme Anne MARQUENET-JOUZEAU - Mme Hélène HARBONNIER

**Saint Martin le Beau** : Mme Danielle BROCHARD - M. Jacques BRAULT - Mme Christine POIRIER (Arrivée à 18h33, après délibération 2023-001) - M. Alain SCHNEL

Absents excusés : Mme Angélique DELAHAYE - M. Bernard GIRAUDON

**Sublaines** : M. Jérôme JARRY (Arrivée à 18h28, après délibération 2023-001)

**Le quorum est atteint**, le conseil communautaire peut débiter

**Secrétaire de Séance** : M. Jean-Claude OMONT

### **1. Approbation du Procès-verbal de la précédente réunion**

Le conseil communautaire doit adopter le Procès-Verbal de la précédente réunion. Celui-ci est joint à la convocation.

**Le conseil communautaire,  
Après en avoir délibéré à l'unanimité,**

- **APPROUVE le Procès-Verbal de la précédente réunion du Conseil communautaire.**

### **2. Rapport Egalite Femmes Hommes**

#### **a. Adoption du rapport annuel 2022**

**Rapporteurs** : M. Vincent LOUAULT, Président ou Mme Anne BAYON de NOYER, Conseillère communautaire.

Depuis le 1er janvier 2016, les Communes et les Établissements Publics de Coopération Intercommunale de plus de 20 000 habitants doivent élaborer annuellement un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, préalablement à la présentation du budget.

Le rapport figurant en annexe présente les données de la Communauté de Communes Autour de Chenonceaux – Bléré Val de Cher au 31 décembre 2022.

*Madame Anne BAYON DE NOYER souligne le travail effectué depuis la signature du Protocole départemental de prévention et de lutte contre les violences faites aux Femmes, ainsi que l'utilité des deux logements d'urgence. Elle invite également les communes à diffuser le violentomètre et précise que les permanences du CIDFF auront lieu au siège de la Communauté de Communes tous les premiers jeudis de chaque mois à partir d'avril 2023. La Communauté de Communes gèrera la prise de rendez-vous.*

*Monsieur Vincent LOUAULT indique qu'il a actuellement deux cas à gérer, relatifs à des situations de harcèlement et de violences verbales. Il ajoute que sa doctrine est et restera toujours la tolérance zéro pour toute forme de harcèlement contre les Femmes.*

*Arrivée de Madame Isabelle BALARD et de Madame Fanny HERMANGE à 18h13.*

**Le Conseil Communautaire,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,**

**Vu le Décret 2015-761 du 24 juin 2015,**

**Considérant le Rapport ci annexé,**

**Considérant la Présentation de Monsieur le Président,**

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

- **PREND CONNAISSANCE du rapport annuel sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes sur notre Communauté de Communes pour l'année 2022,**
- **ADOpte le rapport présenté,**
- **AUTORISE Monsieur le Président, ou Monsieur le Premier Vice-Président (Lionel CHANTELOUP), ou Monsieur le Vice-Président délégué aux finances (Pierre EHLINGER) à signer toutes les pièces relatives à ce dossier, et à prendre tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.**

### **3. Finances**

#### **a. Orientations Budgétaires 2023**

##### **i. Débat**

**Rapporteurs** : M. Pierre EHLINGER, Vice-Président délégué aux Finances et au Patrimoine et M. Vincent LOUAULT, Président

Le **rapport des orientations budgétaires** pour 2023 est joint à la présente note de synthèse.

Le rapport traitera de l'ensemble des budgets de la communauté de communes :

- Budget principal
- Budgets annexes :
  - Photovoltaïque
  - Ateliers Relais
  - ZA Sublaines – Bois Gaulpied
  - ZAEIC – Zones d'Activités d'Intérêt communautaire
  - SCM Voirie

- Eau potable
- Assainissement des Eaux usées

Par ailleurs, sont annexés à ce rapport :

- Un état de la dette,
- Un rapport sur l'égalité femme – homme qui fait l'objet d'une délibération spécifique et préalable

Ce rapport a été présenté en commission des finances le 2 février 2023, commission élargie à la Conférence des Maires et Vice-présidents.

**L'organisation du débat ne donne pas lieu à un vote, mais la délibération confirmant qu'il y a eu un rapport de présentation doit faire l'objet d'un vote.**

Depuis la Loi NOTRe, les Orientations budgétaires sont transmises, dans un délai de 15 jours, officiellement à l'ensemble des communes membres de l'EPCI. Les communes n'ont pas à en délibérer.

Enfin, le rapport est mis à disposition du public sur le site Internet de l'EPCI.

La présentation du Rapport d'Orientations Budgétaires donne lieu à des échanges :

– Recettes de fonctionnement :

– Projet de territoire & PCAET :

*Madame Anne BAYON DE NOYER demande si la date du séminaire (bilan de mi-mandat) est arrêtée.*

*Monsieur Vincent LOUAULT répond que cette date est en cours de réflexion. Il ajoute que le PCAET est plus que jamais un sujet d'actualité, notamment au vu du contexte actuel de hausse fulgurante des prix de l'énergie. Il prend pour exemple le prix du gaz, qui a été multiplié par neuf ou dix d'après les dernières factures. Il revient sur sa récente rencontre avec Monsieur Christophe BECHUT, Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, lors de laquelle le Fonds vert a été évoqué. Il insiste sur l'importance de déposer rapidement des dossiers (les premiers arrivés seront les premiers servis), notamment pour ce qui a trait à l'isolation thermique des bâtiments.*

– Fiscalité 2022 :

*Monsieur Vincent LOUAULT précise que la CVAE représentait une recette importante, avec une bonne dynamique du fait que l'évolution était fonction du nombre d'entreprises du territoire. La compensation par une fraction de TVA et une bonne surprise.*

*Monsieur Vincent LOUAULT indique qu'il aurait été favorable à une augmentation de taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, mais que l'état a changé d'avis sur ce point.*

*Arrivée de Monsieur Jérôme JARRY et de Monsieur Bruno RAUZY à 18h28.*

*Monsieur Vincent LOUAULT demande la réalisation d'un comparatif de la moyenne départementale des différents taux des taxes, afin de se situer.*

*Arrivée de Madame Christine POIRIER 18h33.*

– Boulangerie de La Croix en Touraine :

*Monsieur Vincent LOUAULT indique qu'il a appris l'abandon du projet de la candidate à l'exploitation de la boulangerie de La Croix en Touraine le soir des vœux.*

*Madame Fanny HERMANGE demande si cet abandon est fondé.*

*Monsieur Vincent LOUAULT répond que les banques ont refusé de financer le projet.*

– Dépenses de fonctionnement :

– Charges à caractère général :

*Monsieur Vincent LOUAULT souligne son inquiétude pour les entreprises, qui devront absorber des augmentations très significatives des coûts de l'énergie.*

*Monsieur Vincent LOUAULT indique que les formules de révision des marchés, au vu de l'inflation, feront augmenter les montants des prestations.*

*Madame Anne BAYON DE NOYER demande s'il n'y a pas un oubli concernant la liste des adhésions aux associations, concernant l'AMR, qui n'y est pas mentionnée.*

*Monsieur Vincent LOUAULT répond que non, car cette adhésion concerne les communes uniquement.*

– Saison culturelle 2023 :

Monsieur Vincent LOUAULT indique que la saison culturelle n'est pas une variable d'ajustement et ne fera pas l'objet d'une coupe budgétaire malgré le contexte difficile. Il s'agit d'un marqueur important du territoire, dont il faut être fier.

– Charges de personnels :

Monsieur Vincent LOUAULT explique que les budgets annexes remboursent le budget principal, en matière de rémunération des agents.

Arrivée de Monsieur Fabien NEBEL à 18h45.

– Dépenses de gestion courante :

Monsieur Vincent LOUAULT constate que le tableau 2022 des indemnités des élus n'a pas été présenté en Commission.

– Endettement global :

Monsieur Vincent LOUAULT souligne le fait que la durée importante de remboursement de la dette de la Communauté de communes s'explique principalement par l'emprunt relatif à la gendarmerie.

– Investissement :

– Actions économiques :

Monsieur Vincent LOUAULT précise qu'il souhaite arrêter la création de nouveaux commerces de proximité, car cela représente des coûts très importants, pour une prise de risque élevée. Il ajoute que l'environnement global change, ainsi que les habitudes de consommation.

Monsieur Olivier DELAVEAU demande si l'extension du Centre d'affaires dans la seconde partie non réhabilitée est toujours envisagée.

Monsieur Vincent LOUAULT répond que seule la première partie du bâtiment réhabilitée en 2018 est actuellement exploitée (location de bureaux et de salles de réunion) et que la réhabilitation de la seconde partie aura bien lieu, le projet étant en cours. Il ajoute qu'il souhaiterait que le Conseil communautaire se tienne au moins une fois dans cette extension une fois les travaux terminés, car elle sera dotée notamment d'une grande salle de réunion et d'une véritable cuisine.

– Tourisme, création de l'aire de camping-car à Saint Martin le Beau :

Monsieur Olivier DELAVEAU demande si l'implantation de la future aire de camping-car à Saint Martin le Beau est synonyme d'arrêt de l'activité de la ginguette située à côté.

Monsieur Alain SCHNEL répond que non, la ginguette sera maintenue.

Madame Anne BAYON DE NOYER précise que le site est en zone inondable (PPRI), et s'inquiète que cela compromette le projet, ce à quoi elle a déjà été confrontée par le passé.

Monsieur Vincent LOUAULT répond que cela ne pose pas de problème pour ce projet, du fait qu'il s'agira d'une aire de camping-car.

Monsieur Laurent NEVEU abonde en ce sens, en précisant que tous les campings situés le long du Cher sont en zone PPRI.

Monsieur Franck AUGIAS demande est le financeur des travaux de rénovation du bloc sanitaire de l'aire de Chenonceaux.

Monsieur Vincent LOUAULT répond que c'est la Communauté de Communes qui supporte cette dépense, et que les travaux devraient être achevés au printemps 2023.

– Piscine communautaire :

Monsieur Vincent LOUAULT indique que les travaux seront réalisés sur 2 ans.

Madame Fanny HERMANGE demande qu'un dossier soit transmis aux élus communautaires concernant la réhabilitation de la piscine et l'avancement des travaux.

Monsieur Vincent LOUAULT répond que ce sera le cas. Il ajoute que l'objectif est de procéder à une rénovation la plus simple possible, qui inclura principalement la remise en état du bâtiment, la réfection des plages et le cuvelage en inox des bassins, avec éventuellement un changement de la pompe à chaleur.

Madame Anne BAYON DE NOYER demande si la piscine sera ouverte cette saison 2023.

Monsieur Vincent LOUAULT répond qu'elle sera ouverte jusqu'en septembre, et que les horaires d'ouverture habituels seront maintenus au mieux.

– Eclairage public :

Monsieur Vincent LOUAULT indique Monsieur le ministre Christophe BECHUT lui a fait part de l'importance de faire passer l'éclairage public à de l'éclairage LED, du fait que l'éclairage public est responsable de plus de 40 % de la consommation d'électricité annuelle des communes françaises. Il incite donc fortement les communes à déposer des dossiers au titre du Fonds vert, et éventuellement mutualiser les demandes via un dossier unique communautaire.

– Environnement, PCAET :

Monsieur Vincent LOUAULT souhaite que la Journée de l'environnement soit maintenue, car il s'agit d'un événement important pour sensibiliser et mobiliser les administrés autour d'une cause commune.

Monsieur Vincent LOUAULT évoque la possibilité de mutualiser l'AMO pour les chaufferies du territoire communautaire, afin de réaliser des économies d'échelle.

Madame BAYON DE NOYER demande si une mutualisation serait envisageable pour les demandes d'isolation thermique.

Monsieur Vincent LOUAULT répond que Monsieur le ministre Christophe BECHUT l'a prévenu d'un changement futur de la loi de la commande publique, avec la possibilité de faire une unique commande communautaire. La Caisse des dépôts et consignations prendrait le reste à charge des communes. Il précise également que Monsieur le ministre préconise que les travaux d'isolation se concentrent sur les combles et fenêtres, les autres gros travaux de rénovation énergétique étant trop longs en termes de retour sur investissement. Il ajoute que le Fonds vert demande uniquement un diagnostic simplifié, et qu'il sera important de mutualiser les demandes ainsi que de massifier les travaux d'isolation thermique. Les dossiers déposés au titre du Fonds vert doivent démarrer dans l'année. Enfin, il précise qu'il serait pertinent d'avoir un unique AMO pour le suivi, et cite l'exemple de la société Isol&Moi et la société Hellio Solutions, qui opère dans le conseil, et qu'il doit rencontrer prochainement.

– Habitat, accueil des gens du voyage :

Madame Fanny HERMANGE demande quand va débiter la création des terrains familiaux de Civray de Touraine. Monsieur Vincent LOUAULT répond que le démarrage n'aura lieu que lorsque que les choses seront clarifiées par rapport au ZAN. Si les terrains familiaux sont comptabilisés dans le ZAN, cela ne pourra démarrer.

– Planification :

Monsieur Jean-Claude OMONT indique qu'il y a de légères modifications à opérer sur le PLUi.

Monsieur Stéphane LOUAULT précise qu'il est important de protéger les commerces et demande s'il est possible de préciser les changements de destination des commerces dans le PLUi.

Monsieur Fabien NEBEL complète la question en demandant s'il serait envisageable de préciser dans le PLUi la destination des commerces souhaités sur les différents secteurs.

Monsieur Jean-Claude OMONT répond qu'il convient de vérifier si ceci est possible sur le plan légal.

Monsieur Vincent LOUAULT exhorte les communes à conserver leur plan de sauvegarde, car le PICS complète seulement les PCS communaux, mais ne les remplace pas.

– Principales évolutions et nouvelles actions :

– Zones d'activité :

Monsieur Vincent LOUAULT souligne le fait que la zone d'activité d'Athée sur Cher se remplit peu à peu, notamment du fait qu'il n'y a plus de terrains disponibles sur Montlouis et Saint Martin le Beau.

– Energies renouvelables :

Monsieur Vincent LOUAULT souligne l'importance de la prise de participation dans la SAS porteuse du projet photovoltaïque avec EnerCentre Val de Loire, du fait que ce ne sont pas des privés qui seront propriétaires du parc, mais des bien collectivités.

Monsieur Fabien NEBEL interpelle Monsieur Vincent LOUAULT sur le fait que le projet éolien ne soit pas à l'ordre du jour.

Monsieur Vincent LOUAULT recontextualise le sujet, précisant que ce projet d'implantation d'éoliennes devait avoir lieu au niveau des délaissés d'autoroute situés le long de la zone d'activités de Sublaines-Bois Gaulpied, sur des terrains appartenant à la Communauté de Communes. Il ajoute que, contrairement à ce qui avait été annoncé à l'automne 2022 en conférence des maires, il serait impossible de revenir en arrière dans le projet si l'étude était lancée. Il a donc été décidé, de manière unanime, que le lancement de l'étude serait conditionné au vote du conseil municipal de Sublaines. Malgré une longue présentation des intérêts du projet en termes de transition énergétique

et de recettes pour le territoire (70 000€ de dotations, auxquels s'ajoutent des recettes tous les ans), Monsieur Vincent LOUAULT précise que le conseil municipal a voté contre ce projet. Souhaitant tenir parole, il indique donc que le projet est arrêté, ce qui explique qu'il n'apparaisse pas dans les orientations budgétaires présentées.

Monsieur Fabien NEBEL demande que ce projet soit tout de même ajouté aux orientations budgétaires, car il s'agit d'un projet vertueux à côté duquel la Communauté de Communes ne devrait pas passer. Il ajoute que le solaire et l'éolien constitueraient un mix très intéressant pour le territoire, qui serait avantageux à la fois pour les communes et la communauté de communes.

Monsieur Olivier DELAVEAU abonde ces propos et souhaite également que ce projet soit ajouté aux orientations budgétaires.

Monsieur Vincent LOUAULT répond que cela sera consigné dans le procès-verbal. Il rappelle qu'il s'était engagé en conférence des maires à respecter l'avis du conseil municipal de Sublaines.

Monsieur Fabien NEBEL fait remarquer que l'avis du conseil municipal de Sublaines est purement consultatif, mais n'a aucune valeur d'engagement juridique, du fait que les terrains appartiennent à la communauté de communes. Il ajoute que les impacts sont plus importants pour Bléré que pour Sublaines, et donc que la commune de Bléré aurait pu être également consultée.

Monsieur Vincent LOUAULT réitère son propos en rappelant qu'il doit respecter sa parole, pour des questions de crédibilité et de maintien de la confiance des communes. Il ajoute que les terrains pressentis permettaient de s'affranchir de toute contrainte, idéalement situés et permettant l'implantation de trois éoliennes.

Monsieur Michel MULOT demande quels ont été les motifs avancés par les conseillers municipaux ayant voté contre ce projet.

Monsieur Jérôme JARRY indique qu'il s'agit de motifs et d'intérêts personnels.

Madame Gisèle PAPIN souligne que ces orientations budgétaires sont ambitieuses, et ne conçoit pas comment la communauté de communes pourrait se priver de ces revenus garantis, si les autorisations administratives sont obtenues. Elle ajoute que ce projet éolien est tout à fait dans le sens de l'histoire, dans un contexte où tout coutera de plus en plus cher.

Monsieur Vincent LOUAULT précise qu'il est du même avis.

Madame Fanny HERMANGE souligne le fait qu'il n'aurait pas fallu s'engager à respecter l'avis du conseil municipal de Sublaines, et que Monsieur Vincent LOUAULT doit désormais tenir parole, car il s'agit d'un engagement moral.

Monsieur Olivier DELAVEAU rétorque que cette responsabilité est partagée, avec tous les élus communautaires qui avaient approuvé cet engagement.

Monsieur Fabien NEBEL affirme que le projet ne doit pas être arrêté, malgré ces considérations.

Madame Gisèle PAPIN abonde en indiquant qu'elle souhaite lancer une procédure, afin de remettre le projet à l'ordre du jour sans compromettre la crédibilité de Monsieur Vincent LOUAULT.

Monsieur Vincent LOUAULT indique qu'il existe effectivement une procédure pour inscrire un sujet à l'ordre du jour sans son consentement. Il ajoute qu'il y aura un débat public sur le sujet, le moment venu.

– Mobilités, franchissement en mode doux du Cher :

Monsieur Vincent LOUAULT précise que le conseil départemental d'Indre et Loire sera au rendez-vous pour le financement des travaux du pont de La Croix en Touraine.

Madame Fanny HERMANGE ajoute que le Fonds vert finance le covoiturage.

– Voirie :

Monsieur LionelCHANTELOUP précise que la balayeuse arrive à sa capacité maximale et qu'il serait opportun de la renouveler à la fin du mandat, afin d'éviter l'obsolescence et une décote trop importante de l'engin.

Monsieur Vincent LOUAULT préconise un renouvellement de cette balayeuse plus tôt, estimant qu'un tel engin devrait être changé tous les 3-4 ans.

Monsieur LionelCHANTELOUP indique que le non remplacement de l'agent parti en retraite pourra être compensé ponctuellement, en cas de besoin, par du recrutement en intérim.

Monsieur Vincent LOUAULT déplore une gestion incohérente du broyage des routes de la part du département, en prenant l'exemple d'opérations de broyage réalisées en hiver sur le territoire communautaire, alors que l'herbe ne repousse qu'en mars. Afin que la communauté de communes ne soit plus dépendante de ces choix organisationnels du département, Monsieur Vincent LOUAULT indique avoir préparé un courrier demandant une délégation de cette compétence de broyage des routes. L'ambition étant d'avoir un territoire propre, attractif et en état.

– Eau & assainissement :



*Monsieur Vincent LOUAULT rappelle que la Commission Générale Eau & Assainissement se tient le 23 février 2023 et permettra d'aborder finement les questions impactant les années à venir, notamment l'augmentation des tarifs.*

*Monsieur Vincent LOUAULT précise que le budget de l'assainissement est plus complexe et plus en tension que celui de l'eau.*

**Le conseil communautaire,**

**Vu le Code Général des collectivités Territoriales, et notamment l'article L2312-3,**

**Vu la loi du 7 août 2015 dite Loi NOTRe, portant Nouvelle organisation territoriale de la République,**

**Vu le Rapport sur les Orientations budgétaires ci annexé,**

**Considérant la Présentation des Orientations budgétaires pour 2023 de la communauté de communes**

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité**

- **PREND ACTE de la tenue du débat sur les orientations budgétaires sur la base du Rapport sur les Orientations Budgétaires présenté,**
- **AUTORISE Monsieur le Président, ou Monsieur le Premier Vice-Président (Lionel CHANTELOUP), ou Monsieur le Vice-Président délégué aux finances (Pierre EHLINGER) à signer toutes les pièces relatives à ce dossier, et à prendre tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.**

#### **b. Admissions en Non-Valeur**

**Rapporteur :** Pierre EHLINGER, Vice-Président délégué aux Finances et au patrimoine.

Madame le Receveur propose aux élus communautaires d'admettre en non-valeur des créances non-recouvrées pour défaillance d'entreprises ou procédure de surendettement.

- Budget principal :
- Créances éteintes : 36,45 €.  
Surendettement : 544,48 euros.

La proposition d'admission provient de Madame le Receveur de la Communauté de Communes qui a fourni un état qui est joint en annexe.

**Le Conseil Communautaire,**

**Vu le Code Général des Collectivités territoriales,**

**Considérant l'état émis par la Comptable du Trésor tendant à demander l'admission en non-valeur de créances non recouvrées,**

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

- **ACCEPTE l'admission en non-valeur des créances proposées par Madame le Receveur de la Communauté de Communes conformément à l'état joint.**
- **DIT que les crédits nécessaires seront inscrits en dépenses du Budget Principal de la Communauté de communes.**
- **AUTORISE Monsieur le Président, ou Monsieur le Vice-Président délégué aux finances (Monsieur Pierre EHLINGER) ou Monsieur le Premier Vice-Président (Lionel CHANTELOUP) à signer l'ensemble des pièces relatives au dossier.**

#### **4. Zone d'Activités de Sublaines – Bois Gaulpied**

**Rapporteur :** M. Jacques DUVIVIER, Vice-président délégué aux Affaires économiques et à l'attractivité.

##### **a. Modification de la ZAC Sublaines – Bois Gaulpied**

Le plan d'aménagement initial de la seconde tranche de la zone d'activités avait fait l'objet d'adaptations. L'objectif est le suivant : concevoir un aménagement de qualité pour faire de ce site une vitrine.

L'actualisation du plan de composition a été réalisée afin de permettre d'accueillir au mieux les différentes typologies d'entreprises et de favoriser le développement économique sur ce secteur du territoire, le tout dans un objectif de rationaliser la consommation du foncier.

Le schéma d'aménagement prévoyait la réalisation d'une voirie principale et de deux voiries secondaires. Au vu des contacts engagés pour la commercialisation, ces voiries secondaires ne seront peut-être pas réalisées et cela nécessite d'incorporer leur emprise dans la surface cessible afin d'optimiser l'emprise foncière cessible.

De même, une emprise au nord du site était prévue à l'origine pour accueillir en partie les ouvrages nécessaires à la gestion des eaux des ilots 5 – 6 et 7. Ainsi, en raison de la possibilité de céder en un lot unique ces 3 ilots, cette emprise pourra être cédée à l'acquéreur du lot unique pour y réaliser notamment les mêmes ouvrages nécessaires à la gestion des eaux de cette emprise foncière.

Une modification mineure du dossier de réalisation de ZAC est donc nécessaire et concerne les points suivants :

- L'ajustement à la marge du plan d'aménagement de la ZAC ;
- L'actualisation de la surface cessible ;
- L'actualisation du programme des constructions.

Le dossier de présentation des modifications à apporter au dossier de ZAC est joint en annexe.

Ainsi, il est proposé au conseil communautaire de délibérer comme suit :

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu le Code de l'Urbanisme, notamment son article L.300-1 relatif aux opérations d'aménagement, ses articles L.311-1 et suivants ainsi que R.311-1 et suivants relatifs aux zones d'aménagement concerté,*

*Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1 et suivants, et L.123-19 et suivants,*

*Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 27 octobre 2011 approuvant les conclusions du rapport tirant le bilan de la concertation et décidant la création de la ZAC Sublaines – Bois Gaulpied,*

*Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 20 mai 2011 et les compléments à l'étude d'impact,*

*Vu la délibération n° 2015-130 du 16 juillet 2015 par laquelle le Conseil communautaire a approuvé le Programme des Équipements Publics à réaliser dans la ZAC Sublaines – Bois Gaulpied*

*Vu la délibération n° 2015-130 du 16 juillet 2015 par laquelle le Conseil communautaire a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC Sublaines – Bois Gaulpied*

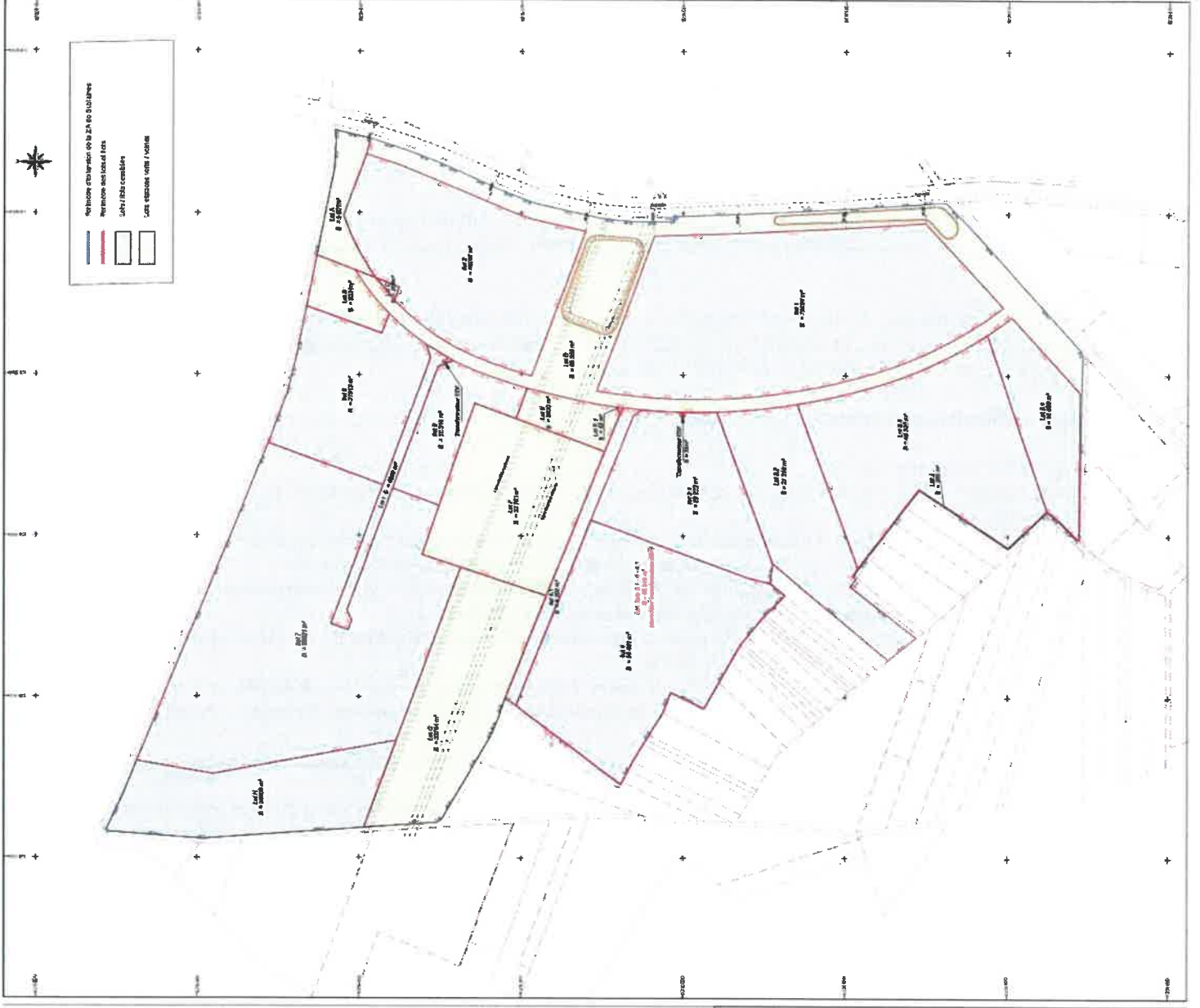
*Vu la délibération n°2022-065 en date du 31 mars 2022 portant modification du dossier de la ZAC Sublaines – Bois Gaulpied*

*Vu la nécessité de modifier le dossier de réalisation de la ZAC Sublaines – Bois Gaulpied*

*Vu l'avis de la commission « économie – tourisme – attractivité »*

*Le conseil communautaire, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Président et en avoir délibéré à l'unanimité :*

- **APPROUVE** le dossier de modification de la ZAC Sublaines – Bois Gaulpied
- **PREND ACTE** des modifications apportées à l'annexe du programme des équipements publics
- **VALIDE** le programme global des constructions modifié
- **AUTORISE** Monsieur le Président ou Monsieur le Premier Vice-Président ou Monsieur le Vice-Président délégué aux Affaires Economiques et à l'Attractivité à effectuer toutes les démarches et formalités nécessaires et à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier



**geoplus**

Commune de Bléré (37)  
ZA Sudaïnes - Bois Gauplied

**PLAN MODIFICATIF Z.A.C.**  
Surfaces cadastrales

Communauté de Communes  
**Bléré - Val De Cher**

**AUTOUR DE CHENONCEAUX**  
LE DÉPARTEMENT DE LOIRET

---

|    |                    |            |           |
|----|--------------------|------------|-----------|
| N° | NATURE             | VOLUME     | REMARQUES |
| 1  | Surface cadastrale | 100 000 m² |           |
| 2  | Surface bâtie      | 10 000 m²  |           |
| 3  | Surface bâtie      | 10 000 m²  |           |
| 4  | Surface bâtie      | 10 000 m²  |           |
| 5  | Surface bâtie      | 10 000 m²  |           |
| 6  | Surface bâtie      | 10 000 m²  |           |
| 7  | Surface bâtie      | 10 000 m²  |           |
| 8  | Surface bâtie      | 10 000 m²  |           |
| 9  | Surface bâtie      | 10 000 m²  |           |
| 10 | Surface bâtie      | 10 000 m²  |           |
| 11 | Surface bâtie      | 10 000 m²  |           |
| 12 | Surface bâtie      | 10 000 m²  |           |
| 13 | Surface bâtie      | 10 000 m²  |           |
| 14 | Surface bâtie      | 10 000 m²  |           |
| 15 | Surface bâtie      | 10 000 m²  |           |
| 16 | Surface bâtie      | 10 000 m²  |           |
| 17 | Surface bâtie      | 10 000 m²  |           |
| 18 | Surface bâtie      | 10 000 m²  |           |
| 19 | Surface bâtie      | 10 000 m²  |           |
| 20 | Surface bâtie      | 10 000 m²  |           |

---

Projet de loi de finances pour 2022 - Article 21

Commune de Bléré (37) - ZA Sudaïnes - Bois Gauplied

## **b. Dépôt du dossier de ZAC**

La Communauté de Communes d'Autour de Chenonceaux - Bléré-Val de Cher a créé la zone d'activités de Sublaines Bois Gaulpied à proximité de l'échangeur autoroutier de l'A85, sortie n°11.

Deux procédures d'urbanisme distinctes ont été utilisées pour la création de la zone d'activités de Sublaines-Bois Gaulpied :

- 1<sup>ère</sup> tranche sur la Commune de Sublaines : permis d'aménager ;
- 2<sup>ème</sup> tranche sur la Commune de Bléré : procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC).

Le permis d'aménager ainsi que les dossiers modificatifs ont fait l'objet d'un dépôt auprès du rang des minutes de l'étude notariale de La Croix en Touraine. Cela a permis l'enregistrement de toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Il convient également de déposer l'intégralité du dossier de ZAC au rang des minutes du Notaire ainsi que le Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) valant Cahier des Prescriptions Architecturales, Urbaines, Paysagères et Environnementales (CPAAUPE) de la ZAC.

Une délibération doit être prise pour autoriser ce dépôt.

***Le conseil communautaire,***

***Vu les statuts de la communauté de communes de Bléré Val de Cher et notamment son article 2-2 relatif aux compétences,***

***Vu la délibération n°2011-162 en date du 27 octobre 2011 portant approbation du dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté à vocation d'activités « Sublaines - Bois Gaulpied »***

***Vu la délibération n°2011-163 en date du 27 octobre 2011 relative à la note complémentaire à l'étude d'impact de la Zone d'Activités sur les Communes de Bléré et Sublaines***

***Vu la délibération n°2015-130 portant approbation du dossier de réalisation de la ZAC et approbation du programme des équipements publics de la ZAC***

***Vu la délibération n°2022-064 en date du 31 mars 2022 portant approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) valant Cahier des Prescriptions Architecturales, Urbaines, Paysagères et Environnementales (CPAAUPE) de la ZAC***

***Vu la délibération n°2022-065 en date du 31 mars 2022 portant modification du dossier de la ZAC Sublaines - Bois Gaulpied***

***Vu la délibération n°2023-004 en date du 9 février 2023 portant modification n°2 du dossier de la ZAC Sublaines - Bois Gaulpied***

***Considérant la nécessité de déposer le dossier de ZAC au rang des minutes***

***Considérant la nécessité de déposer le Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) valant Cahier des Prescriptions Architecturales, Urbaines, Paysagères et Environnementales (CPAAUPE) de la ZAC***

***Le conseil communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité :***

- ***AUTORISE le dépôt de l'intégralité du dossier de ZAC de la zone d'activités Sublaines - Bois Gaulpied au rang des minutes de l'étude notariale de La Croix en Touraine ; ainsi que toutes les pièces modificatives ultérieures***
- ***AUTORISE le dépôt du Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) valant Cahier des Prescriptions Architecturales, Urbaines, Paysagères et Environnementales (CPAAUPE) de la ZAC Sublaines - Bois Gaulpied***
- ***AUTORISE Monsieur le Président ou Monsieur le Premier Vice-Président ou Monsieur le Vice-Président délégué aux Affaires Economiques et à l'Attractivité à effectuer toutes les démarches et formalités nécessaires et à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier***

## **c. Cession de terrains**

### **i. Société AXTOM PROMOTION**

La société AXTOM a pris contact avec la Communauté de communes Autour de Chenonceaux - Bléré Val de Cher et a fait part de son intérêt pour la zone d'activités de Sublaines - Bois Gaulpied.

AXTOM PROMOTION est membre d'AXTOM, un groupe de services immobiliers articulés autour des 5 métiers complémentaires suivants :

- Conseil en développement économique et en revitalisation des Territoires, (promotion des territoires, détection de projet, implantation d'entreprises, recherches de repreneurs, etc...) avec plus de 1.500 projets implantés par an ;
- Montage d'opérations immobilières pour compte propre ou pour compte de tiers ;

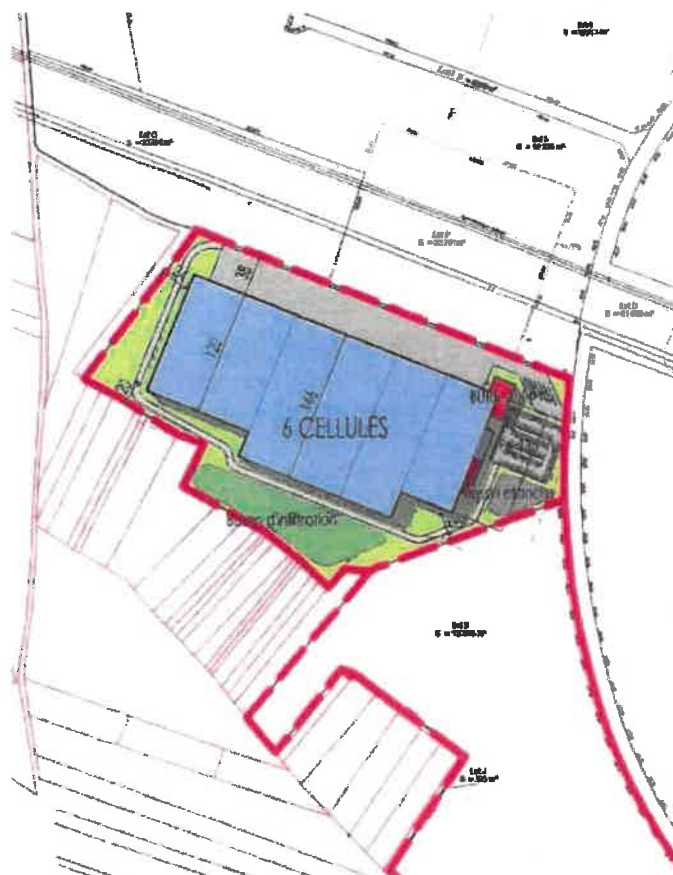
- Conception construction clé en mains (contractant général) ;
- Promotion immobilière ;
- Investissement.

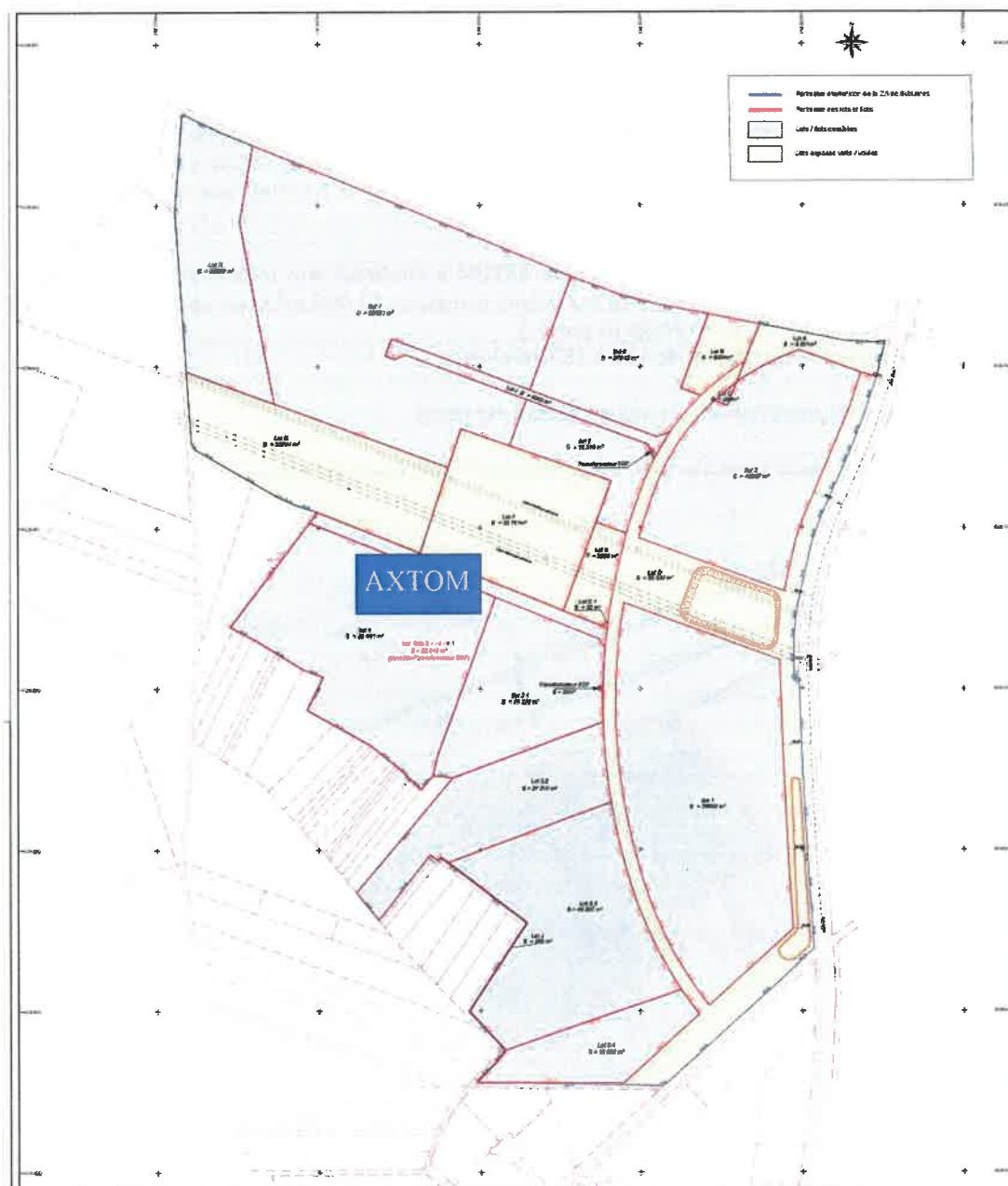
AXTOM a été mandaté par un client pour l'implantation d'un nouveau site d'activités, proche de l'autoroute. Ce client est spécialisé dans la vente de matériels pour les professionnels. Une clause de confidentialité a été signée entre Monsieur le Président de la Communauté de communes et AXTOM. Son nom ne peut pas être divulgué.

Pour permettre la réalisation de ce projet, la société AXTOM a confirmé son intérêt pour l'acquisition d'un terrain de 91 980 m<sup>2</sup> environ pour y construire des locaux d'environ 43 000 m<sup>2</sup> pour une activité logistique et industrielle (montage de matériel, assemblage de pièces)  
Cette implantation permettra la création de 120 à 150 emplois.

Une lettre d'intention pour matérialiser cet engagement a été reçue.

La localisation du projet dans la zone d'activités de Sublaines – Bois Gaulpied est la suivante :





L'assiette du terrain est constituée par les parcelles ZR 49p – 50 et 57p qui se situent à BLERE (37150), LD Le Bois Gaulpied, Boulevard Alexandra DAVID-NEEL.

Le prix de vente de la totalité du terrain, objet de la lettre d'intention, se compose comme suit :

| Surface terrain<br>(Parcelles ZR 50 – 49p<br>– 57p) | Prix vente<br>HT au m <sup>2</sup> | Prix vente TTC<br>au m <sup>2</sup> | Coût total HT | Coût total TTC |
|---|------------------------------------|-------------------------------------|---------------|----------------|
| 91 980 m <sup>2</sup>                               | 25 €                               | 30 €                                | 2 299 500 €   | 2 759 400 €    |

Il convient de noter que l'acquéreur est la société AXTOM PROMOTION, membre d'AXTOM, qui pourra se faire substituer par une société de projet qui devra reprendre l'intégralité des engagements de la promesse de vente.

Il est proposé de délibérer pour acter la cession d'un terrain de 91 980 m<sup>2</sup> environ (surface exacte à confirmer par le bornage d'un géomètre) au profit de la société AX TOM PROMOTION pour le projet présenté pour le compte de son client industriel pour lequel un accord de confidentialité a été signé.

*Monsieur Vincent LOUAULT précise que la société AX TOM est d'importance internationale. Il ajoute que la communauté de communes, en ligne avec sa volonté de contribuer activement au ZAN, impose systématiquement aux entreprises ayant des projets d'implantation sur ses zones d'activité d'économiser un maximum de terrain. En témoigne le fait que AX TOM désireait initialement acquérir une surface de terrain de 12 à 13 ha, et que les négociations ont permis d'aboutir in fine à un projet sur 9 ha, permettant ainsi d'optimiser l'emprise au sol. Monsieur Vincent LOUAULT regrette de ne pas pouvoir communiquer le nom de l'entreprise ayant mandaté AX TOM pour l'implantation de son nouveau site d'activité, mais justifie l'existence de la clause de confidentialité par le fait que l'entreprise en question n'a pas encore informé ses salariés de ce projet, du fait que la procédure ICPE prenne environ 3 ans.*

*Monsieur Jean-Claude OMONT ajoute que les demandes de permis de construire et d'ICPE doivent être déposées en même temps.*

*Monsieur Vincent LOUAULT souligne le fait la communauté de communes n'a pas donné suite à plusieurs projets d'implantation de sociétés dans la zone d'activités de Sublaines – Bois Gaulpied, dont celui d'un fabricant de brioche industrielle. Ceci s'explique par le fait que son ambition n'est pas de vendre toutes les parcelles en 1 an et demi, mais qu'il faut se laisser au contraire la possibilité d'accueillir dans l'avenir d'autres sociétés, répondant aux besoins du territoire.*

*Madame Gisèle PAPIN exprime sa satisfaction à propos de la vente de ces terrains.*

*Monsieur Olivier DELAVEAU souligne son inconfort quant au fait de voter pour un projet dont l'identité du porteur ne peut être révélée du fait de la clause de confidentialité, assimilant ce vote à un vote à l'aveugle. Il précise que son souhait est d'accueillir des entreprises vertueuses, et que cela n'est pas garanti dans ce cas précis.*

*Monsieur Vincent LOUAULT comprend cet argument, mais précise qu'il est imprégné de la volonté des élus communautaires, et qu'il ne soutiendrait pas un projet qui irait contre les valeurs et les intérêts de la communauté de communes.*

*Monsieur Jean-Claude OMONT ajoute qu'une enquête publique doit avoir lieu si l'ICPE est soumise à autorisation.*

Ainsi, il est proposé au conseil de délibérer comme suit :

**Le conseil communautaire,**

**Vu les statuts de la communauté de communes Autour de Chenonceaux - Bléré Val de Cher et notamment son article 2-2 relatif aux compétences,**

**Vu la délibération n°2011-161 en date du 27 octobre 2011 approuvant le bilan de la concertation préalable concernant le projet de Zone d'Aménagement Concerté à vocation d'activités « Sublaines – Bois Gaulpied »**

**Vu la délibération n°2011-162 en date du 27 octobre 2011 portant approbation du dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté à vocation d'activités « Sublaines – Bois Gaulpied »**

**Vu la délibération n°2011-163 en date du 27 octobre 2011 relative à la note complémentaire à l'étude d'impact de la Zone d'Activités sur les Communes de Bléré et Sublaines**

**Vu la demande d'autorisation déposée au titre du Dossier Loi sur l'Eau en date du 20 septembre 2011**

**Vu l'arrêté préfectoral en date du 2 avril 2012 autorisant le rejet des eaux pluviales et les ouvrages et travaux hydrauliques connexes à la Zone d'Activités de Sublaines Bois Gaulpied sur les Communes de Sublaines et Bléré**

**Vu l'accord en date du 22 avril 2013 sur le porter à connaissance au Dossier Loi sur l'Eau pour le rejet des eaux pluviales de la ZA Sublaines – Bois Gaulpied.**

**Vu la délibération n°2015-130 portant approbation du dossier de réalisation de la ZAC et approbation du programme des équipements publics de la ZAC.**

**Vu la délibération n°2022-064 en date du 31 mars 2022 portant approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) valant Cahier des Prescriptions Architecturales, Urbaines, Paysagères et Environnementales (CPAAUPE) de la ZAC**

**Vu la délibération n°2022-065 en date du 31 mars 2022 portant modification du dossier de la ZAC Sublaines – Bois Gaulpied**

**Vu la délibération n°2023-004 en date du 9 février 2023 portant modification n°2 du dossier de la ZAC Sublaines – Bois Gaulpied**

**Vu la délibération n°2023-005 en date du 9 février 2023 autorisant le dépôt de l'intégralité du dossier de ZAC et de toutes les pièces afférentes au rang des minutes de l'étude notariale de La Croix en Touraine**

**Vu le plan d'aménagement actualisé de la zone,**

**Vu la demande de la société AX TOM matérialisée par une lettre d'intention en date du 27 janvier 2023 portant sur l'acquisition d'un terrain de 91 980 m<sup>2</sup> environ pour y construire des locaux de 43 000 m<sup>2</sup> environ**

*Vu le bornage effectué par le Cabinet Geoplus tendant à déterminer la surface exacte des parcelles à céder,*

*Après avoir pris connaissance de l'analyse fiscale et financière de l'opération d'aménagement « ZA de Sublaines Bois Gaulpied » - ZAC sur la commune de Bléré*

*Vu l'avis des services de France Domaine,*

*Vu l'avis de la commission économie - tourisme - attractivité*

*Après en avoir délibéré, à la majorité (1 contre : Madame Karine PATIN)*

- *ACCEPTE la cession des parcelles YV 49p - 50 - 57p pour une surface de 91 980 m<sup>2</sup> environ - LD Le Bois Gaulpied, Boulevard Alexandra DAVID-NEEL, commune de Bléré à la société AX TOM PROMOTION avec possibilité de se faire substituer par une société de projet*
- *PRECISE que la société de projet devra reprendre l'intégralité des engagements de la société AX TOM PROMOTION prévue dans la promesse de vente*
- *DIT QUE la page du Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) valant Cahier des Prescriptions Architecturales, Urbaines, Paysagères et Environnementales (CPAAUPE) de la ZAC, qui est relative au bien cédé fera l'objet d'une actualisation (surface cessible et surface de plancher autorisée)*
- *DECIDE de fixer le prix de cession du terrain comme suit :*

| <b>Surface terrain<br/>(Parcelles ZR 50 - 49p<br/>- 57p)</b> | <b>Prix vente<br/>HT au m<sup>2</sup></b> | <b>Prix vente TTC<br/>au m<sup>2</sup></b> | <b>Coût total HT</b> | <b>Coût total TTC</b> |
|--|---|--|----------------------|-----------------------|
| 91 980 m <sup>2</sup>  | 25 €                                      | 30 €                                       | 2 299 500 €          | 2 759 400 €           |

- *DIT que la surface exacte du terrain sera déterminée par bornage effectué par un géomètre-expert et que le prix global sera actualisé à la hausse ou à la baisse en fonction de la surface exacte acquise.*
- *DIT que le montant HT devra apparaître distinctement dans l'acte notarié pour le calcul des droits de mutation auxquels la vente sera susceptible d'être soumise,*
- *CONFIE à l'étude notariale de La Croix en Touraine le soin de mener à bien cette acquisition*
- *AUTORISE M. Le Président, ou le Vice-Président en charge des Affaires Economiques et de l'Attractivité, ou tout vice-président, à signer la lettre d'intention, la promesse de vente unilatérale, puis l'acte notarié par devant Maître MODOT, Notaire à La Croix en Touraine ; ainsi que toutes les pièces afférentes à ce dossier.*

#### **d. Tarifs de vente des terrains**

La commercialisation des terrains de la Zone d'Activités de Sublaines - Bois Gaulpied est en cours.

Il convient d'acter un prix de vente des terrains.

Pour les projets d'ores-et-déjà été identifiés, il avait été évoqué le prix de vente de 25 € HT / m<sup>2</sup>. Cela constituait le prix d'appel qui vaudra pour tous les dossiers en cours.

Il est proposé de prendre une délibération sur le prix de vente de principe des terrains de la ZA Sublaines - Bois Gaulpied à 30 € HT / m<sup>2</sup> pour les nouvelles acquisitions.

Ce prix permet également d'être en cohérence avec le prix du marché et de tenir compte également des dépenses restant à réaliser sur site (fouilles archéologiques).

*Madame Anne MARQUENET-JOUZEAU demande à combien s'élèvent les coûts des fouilles archéologiques sur la zone.*

*Monsieur Vincent LOUAULT répond que ces coûts s'élèvent à 2 millions d'euros.*

Il est proposé de délibérer comme suit :

**Le conseil communautaire,**

***Vu les statuts de la communauté de communes Autour de Chenonceaux Bléré Val de Cher et notamment son article 2-2 relatif aux compétences,***

***Vu la création de la Zone d'Activités de Sublaines - Bois Gaulpied sur les Communes de Sublaines et Bléré***

***Après avoir pris connaissance de l'analyse fiscale et financière de l'opération d'aménagement « ZA de Sublaines Bois Gaulpied » - ZAC sur la commune de Bléré***



*Vu l'avis des services de France Domaine,  
Vu l'avis de la commission économie – tourisme - attractivité  
Après en avoir délibéré, à l'unanimité,*

- **FIXE le prix de vente des terrains de la Zone d'Activités de Sublaines – Bois Gaulpied à 30 euros HT le mètre carré**
- **AUTORISE M. Le Président, ou le Vice-Président en charge des Affaires Economiques et de l'Attractivité, ou tout vice-président, à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier**

**5. Zone d'Activités de Ferrière à Athée-sur-Cher**  
**a. Cession de terrain à la société Centre Fondation Micropieux**

L'entreprise BESSE (plomberie – électricité) installée sur la ZA de Ferrière à Athée-sur-Cher a créé une deuxième entité : Centre Fondation Micropieux. Cette entreprise est spécialisée dans toutes activités de construction, de terrassement, de reprise en sous œuvre et de confortement des sols.

La création date de juin 2022 et la société compte déjà 12 salariés. Pour le moment, les 2 entreprises cohabitent dans les mêmes locaux.

Toutefois, au vu du développement de chacune, Monsieur BESSE, le gérant, souhaite construire des locaux pour l'entreprise Centre Fondation Micropieux.

L'entreprise a manifesté son intérêt pour une parcelle de 6 786 m<sup>2</sup> pour y implanter un bâtiment d'environ 1 000 m<sup>2</sup>.



Le prix de vente se présente comme suit :

| Surface terrain      | Prix vente HT au m <sup>2</sup> | Prix vente TTC au m <sup>2</sup> | Coût total HT | Coût total TTC |
|----------------------|---------------------------------|----------------------------------|---------------|----------------|
| 6 786 m <sup>2</sup> | 20 €                            | 24 €                             | 135 720 €     | 162 864 €      |

Une délibération doit être prise pour acter la cession d'une partie de la parcelle YD 162 pour une surface de 6 786 m<sup>2</sup> environ (surface exacte à déterminer par un géomètre).

Le prix au m<sup>2</sup> ne changeant pas.

Ainsi, il est proposé au conseil de délibérer comme suit :

**Le conseil communautaire,  
Vu les statuts de la communauté de communes Autour de Chenonceaux - Bléré Val de Cher et notamment son article 2-2 relatif aux compétences,**

*Vu l'arrêté de Monsieur le Maire de Athée sur Cher en date du 24 avril 2013 accordant le Permis d'aménager pour l'extension de la ZA de Ferrière sur la Commune d'Athée-sur-Cher*

*Vu l'arrêté de Monsieur le Maire de Athée sur Cher en date du 28 novembre 2014 accordant un Permis d'Aménager Modificatif pour l'extension de la ZA de Ferrière sur la Commune d'Athée sur Cher*

*Vu le plan d'aménagement de la zone modifié,*

*Vu la demande de Monsieur BESSE, gérant de la société CENTRE FONDATION MICROPIEUX sollicitant une surface de 6 786 m<sup>2</sup> sur le site afin de pouvoir réaliser leur projet portant sur la construction d'un bâtiment d'activités*

*Vu le courrier reçu précisant que l'entreprise sera en droit de se faire substituer à l'acte,*

*Après avoir pris connaissance de l'analyse fiscale et financière de l'opération d'aménagement « ZA de Ferrière » - Permis Aménager sur la commune de Athée sur Cher*

*Vu l'avis des services de France Domaine,*

*Vu l'avis de la commission « économie - tourisme - attractivité »*

*Après en avoir délibéré, à l'unanimité,*

- *ACCEPTE la cession d'une partie de la parcelle YD 162 - Rue de la Noue, commune de Athée sur Cher pour une superficie de 6 786 m<sup>2</sup> à Monsieur Nicolas BESSE - société Centre Fondation Micropieux avec possibilité de s'y faire substituer*
- *DECIDE de fixer le prix de cession du terrain comme suit :*

| Surface terrain      | Prix vente HT au m <sup>2</sup> | Prix vente TTC au m <sup>2</sup> | Coût total HT | Coût total TTC |
|----------------------|---------------------------------|----------------------------------|---------------|----------------|
| 6 786 m <sup>2</sup> | 20 €                            | 24 €                             | 135 720 €     | 162 864 €      |

- *DIT que la surface exacte du terrain sera déterminée par bornage effectué par un géomètre-expert et que le prix global sera actualisé à la hausse ou à la baisse en fonction de la surface exacte acquise.*
- *DIT que le montant HT devra apparaître distinctement dans l'acte notarié pour le calcul des droits de mutation auxquels la vente sera susceptible d'être soumise,*
- *PRECISE que cette autorisation de cession se fait sous réserve d'une clause de rétrocession en cas de non-utilisation du terrain dans un délai raisonnable, dont les détails seront portés à l'acte authentique,*
- *PRECISE que le futur acquéreur dispose d'un délai d'un an à compter de la présente délibération pour entreprendre les démarches nécessaires à la réalisation de son projet et qu'il s'agit de la durée de réservation du terrain à son profit*
- *AUTORISE M. Le Président, ou le Vice-Président en charge des Affaires Economiques, ou tout vice-président, à signer la promesse de vente, puis le compromis puis l'acte notarié par devant Maître TURQUOIS MEDINA, Notaire à Athée sur Cher*

## **6. Commerce de proximité**

### **a. Fonds de commerce « boucherie - charcuterie - traiteur » à Luzillé**

Par délibération en date du 29 octobre 2020, la Communauté de communes a créé un fonds de commerce « boucherie - charcuterie - traiteur » pour l'exploitation du local commercial situé au 7 rue du 14 juillet à Luzillé.

Ce fonds était exploité par la société La Bouch'Ris par l'intermédiaire d'un contrat de location-gérance. Depuis la liquidation judiciaire de cette société, le local était vacant.

Suite à un appel à candidature, un nouveau locataire prendra possession des murs à compter d'avril 2023. Madame Sylvie VANNIER souhaite mettre en place un commerce multiservices, sous l'enseigne Luzill'Echoppe, dans un cadre convivial avec les activités suivantes :

- Epicerie locale avec produits issus des circuits-courts ;
- Pizzas et plats à emporter
- Aménagement d'un espace convivial : possibilité de s'installer pour boire un verre, accueil d'expositions d'artistes locaux...etc
- Multiservices : dépôt pain, point wifi, livraison de courses aux personnes âgées, un piano en libre accès.

Le local lui sera mis à disposition, via un bail dérogatoire d'un an renouvelable. Une décision du bureau communautaire a été prise en ce sens le 3 janvier 2023.

Ainsi, il convient de supprimer le fonds de commerce « boucherie – charcuterie – traiteur » associé à ce local. Une délibération doit être prise pour acter la suppression de ce fonds de commerce.

*Monsieur Vincent LOUAULT précise que le dernier locataire est parti sans payer le dernier loyer.*

**Le conseil communautaire**

***Vu le Code Général des Collectivités Territoriales***

***Vu les statuts de la Communauté de communes Autour de Chenonceaux - Bléré Val de Cher***

***Considérant l'intérêt communautaire en matière de commerces***

***Considérant que la Communauté de communes est propriétaire de certains commerces de proximité***

***Considérant l'existence d'un commerce communautaire sis 7 rue du 14 juillet à LUZILLE (37150)***

***Considérant que ce local est vacant depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2021***

***Constatant la nécessité de mettre fin au fonds de commerce « boucherie – charcuterie – traiteur » attaché à ce local***

***Après en avoir délibéré, l'unanimité,***

- ***SUPPRIME le fonds de commerce « boucherie – charcuterie – traiteur » dans un local situé au 7 rue du 14 juillet à Luzillé (37150).***
- ***AUTORISE Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Président délégué ou tout Vice-Président à signer tous les documents relatifs à ce dossier.***

**7. Territoire d'Industrie Grand Est Touraine**

**a. Convention pour le financement d'un support « serious game » dédié à la découverte des métiers de l'industrie**

Le contrat Territoire d'Industrie Grand Est Touraine a été signé le 29 mars 2021.

Le programme Territoire d'industrie Grand Est Touraine engage les partenaires (Etat, Région, Communauté de Communes, industriels et opérateurs) dans une démarche commune de développement du tissu économique industriel local. Ce dispositif intervient à différentes échelles sur le territoire :

- L'accompagnement des projets individuels des entreprises ;
- Le développement territorial et l'appui aux collectivités ;
- Le déploiement du programme d'actions Territoire d'Industrie Grand Est Touraine.

A mi-parcours du programme d'actions Territoires d'Industrie Grand Est Touraine, plusieurs constats remontent des actions réalisées et des échanges de proximité avec les entreprises du territoire :

- Les entreprises peinent à recruter, à se faire connaître et à valoriser leurs savoir-faire
- Les jeunes et les demandeurs d'emplois ont une image erronée de l'industrie, ils ont une méconnaissance des carrières offertes dans ce secteur
- Une difficulté grandissante à mobiliser les entreprises et les jeunes sur les salons, forum, ateliers

Fort de ces constats, le Territoire d'Industrie Grand Est Touraine souhaite étudier la faisabilité de la création d'un « Serious Game » (jeu sérieux en français), un support novateur de découverte des métiers de l'industrie, des entreprises, et de mise en relation entre les entreprises et les demandeurs d'emploi.

*Un « serious game », ou jeu sérieux en français, désigne un jeu qui a un but principal autre que le divertissement. Le jeu sérieux est un mélange entre un contenu sérieux et un scénario vidéo-ludique. Le serious game combine une intention sérieuse, de type pédagogique, informative ou d'entraînement avec des ressorts ludiques issus du jeu.*

Cette proposition avait été présenté lors du dernier COPIL (18 octobre 2022) et avait reçu un avis favorable.

Cette étude de calibrage du projet aura pour but de définir : les spécificités techniques – le budget – le planning.

Une subvention LEADER a été obtenu sur la base du plan de financement suivant :

| DEPENSES  |                | RECETTES          |                |
|---|----------------|-------------------|----------------|
| Etude de calibrage pour la création d'un « serious game » | 6 300 €        | Subvention LEADER | 5 040 €        |
|   |                | Autofinancement   | 1 260 €        |
| <b>TOTAL</b>  | <b>6 300 €</b> | <b>TOTAL</b>      | <b>6 300 €</b> |

Le dossier a été déposé par la Communauté de communes Autour de Chenonceaux Bléré Val de Cher qui porterait l'étude et le reste à charge serait diviser entre les 4 Communautés de communes (soit 315 € / CC). Une convention est nécessaire pour définir les modalités de financement entre les 4 Communautés de communes.

#### **Le Conseil Communautaire**

**Vu le Décret n° 2013-162 du 22 février 2013 modifiant le décret n° 2010-596 du 3 juin 2010 relatif à la conférence nationale de l'industrie**

**Vu le rapport présenté lors du Conseil national de l'industrie du 22 novembre 2018 relatif à un nouveau dispositif d'accompagnement au service des territoires à forte dimension industrielle.**

**Considérant l'existence du dispositif « Territoire d'Industrie » ;**

**Considérant l'identité industrielle du territoire du Grand Est Touraine ;**

**Considérant la nécessité de conforter et de redynamiser le secteur industriel sur le Grand Est Touraine ;**

**Vu le dépôt de candidature des 4 EPCI sous la bannière Grand Est Touraine, en date du 25 janvier 2019**

**Vu la labellisation accordée par le Ministère de l'Économie en date du 4 mars 2019**

**Vu le protocole d'accord signé le 23 avril 2019**

**Vu le contrat signé le 30 mars 2021,**

**Considérant le programme d'actions qui prévoit de favoriser le lien entre les jeunes et le secteur industriel**

**Considérant la proposition de mettre en place un serious game**

**Considérant la nécessité préalable de mener une étude définissant les modalités de mise en œuvre d'un serious game**

**Considérant la nécessité de signer une convention pour définir les modalités de financement de cette étude.**

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

- **VALIDE le projet de convention de financement pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour la création d'un « serious game » dans le cadre du programme Territoire d'Industrie Grand Est Touraine**
- **AUTORISE le Président ou le Vice-Président délégué ou tout Vice-Président à signer la convention à intervenir entre les 4 communautés de communes regroupées dans Territoire d'Industrie Grand Est Touraine.**

#### **8. Tourisme**

##### **a. Office de Tourisme Autour de Chenonceaux Vallée du Cher**

##### **i. Demande de subventions 2023**

**Rapporteur** : M. Laurent NEVEU – Vice-Président délégué Tourisme

La Communauté de Communes subventionne le fonctionnement de l'association de l'Office de Tourisme Autour de Chenonceaux Bléré Val de Cher. Nous avons reçu le dossier de demande de subventions pour l'année 2023. A l'appui de son budget prévisionnel, l'association sollicite la somme de 135 000 €.

L'analyse du dossier est en cours et nous attendons le compte de résultat et bilan complets de l'année 2022.

Afin de permettre un examen approfondi de la demande de subventions, tout en ne pénalisant pas financièrement l'association, il est proposé :

- D'accorder à l'association de l'office de tourisme un premier acompte d'un montant de 40 % de la subvention accordée en 2022 en attendant l'octroi de la subvention définitive, soit la somme de 47 200 €.

L'attribution définitive de la subvention de fonctionnement pour l'année 2023 sera à l'ordre du jour d'un prochain conseil communautaire.

Monsieur Vincent LOUAULT évoque la perte de vitesse de l'office de tourisme de Bléré, et indique qu'un projet d'implantation d'un kiosque/chalet à la Gâtine sur la saison estivale est actuellement en cours de réflexion. Il ajoute qu'il sera peut-être pertinent d'envisager une fermeture du bureau de Bléré à l'avenir et d'utiliser le bâtiment à d'autres fins, si cette perte de vitesse se poursuit.

#### **Le conseil communautaire**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales**

**Vu les statuts de la Communauté de communes Autour de Chenonceaux - Bléré Val de Cher**

**Vu la demande de subventions de l'Office de Tourisme Autour de Chenonceaux Vallée du Cher pour l'année 2023**

**Considérant l'analyse de la demande en cours,**

**Ne souhaitant pas pénaliser l'association**

**Sur proposition du bureau communautaire d'accorder un acompte de 40 % sur le montant accordé pour l'année 2022**

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

- **OCTROYE un acompte de subvention d'un montant de 47 200 € correspondant à 40 % du montant accordé pour l'année 2022**
- **S'ENGAGE à inscrire les sommes afférentes au budget primitif de la Communauté de communes Autour de Chenonceaux - Bléré Val de Cher, art.6574-95**
- **ADOpte la convention d'objectifs et de moyens afférentes, ainsi que toute pièce relative à ce dossier**
- **AUTORISE Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Président délégué ou tout Vice-Président à signer tous les documents relatifs à ce dossier.**

#### **9. Enfance – Accueil des Loisirs sans Hébergement**

**Rapporteur :** Mme Annie BECHON, Vice-Présidente déléguée à la Petite Enfance, à l'Enfance, à la Jeunesse, aux Transports scolaires et à France Service

##### **a. ALSH - Règlement de fonctionnement commun des Accueils de Loisirs Sans Hébergement- Modification au 1<sup>er</sup> Mars 2023**

Au regard de la situation économique et de l'augmentation des charges (électricité, coût du repas ...) il s'avère nécessaire de modifier les grilles tarifaires des ALSH. Le coût du repas actuel est supérieur au prix plancher de la journée.

Les tarifs proposés, respectant le FAAL (fonds d'aide à l'accueil de loisirs), sont les suivants :

| <b>Année</b> | <b>Prix plancher</b> | <b>Prix plafond</b> |
|--------------|----------------------|---------------------|
| <b>2022</b>  | <b>3.50 €</b>        | <b>16.50 €</b>      |
| <b>2023</b>  | <b>4 €</b>           | <b>18 €</b>         |

Ces tarifs ont été validés par la CAF et la commission PEEJ.

De plus, le nombre de tranches des Quotients Familiaux (QF) passerait de 2 à 3 tranches.

| <b>Année</b> | <b>Tranche QF</b> | <b>Taux à l'effort</b> |
|--------------|-------------------|------------------------|
| <b>2022</b>  | <b>0-830</b>      | <b>1.00%</b>           |
|              | <b>830 et +</b>   | <b>1.3%</b>            |
| <b>2023</b>  | <b>0-830</b>      | <b>1.00%</b>           |
|              | <b>830-1199</b>   | <b>1.25%</b>           |
|              | <b>1200 et +</b>  | <b>1.35%</b>           |

Par ailleurs, d'autres modifications ont été apportées au règlement (modalités d'inscription, type d'absences justifiées...).

Départ de Monsieur Laurent NEVEU à 20h22.

**Le conseil Communautaire,**

**Vu le Code Général des collectivités territoriales,**

**Vu les statuts de la Communauté de Communes, et notamment l'article 2.2 relatif aux compétences exercées,**

**Vu la nécessité de modifier le règlement de fonctionnement des ALSH et notamment les tarifs annexés**

**Considérant l'avis de la Commission**

**Après en avoir délibéré à l'unanimité,**

- **MODIFIE le Règlement de fonctionnement commun aux ALSH à compter du 1<sup>er</sup> Mars 2023.**
- **CHARGE les services communautaires de notifier ce nouveau règlement modifié à chacune des associations gestionnaires.**
- **DIT que ce règlement devra être affiché dans les structures concernées.**
- **DIT que ce règlement se substitue au précédent Règlement.**
- **AUTORISE Monsieur le Président, Madame la Vice -Présidente en charge du dossier ou Monsieur le premier Vice-Président à signer toutes les pièces afférentes au dossier.**

#### **10. Écoles de Musique**

**Rapporteur :** Mme Gisèle PAPIN, Vice-Présidente déléguée à la Culture et aux Sports

##### **a. Subventions de fonctionnement 2023 - acompte**

La communauté de communes subventionne l'enseignement musical du territoire jusqu'à 18 ans. 4 écoles de musique sont situées sur la CCBVC :

- Athée sur Cher : Lyre instrumentale
- Bléré : Ecole de musique Intercommunale Christian POMMARD
- Luzillé : Fanfare municipale
- Saint-Martin-le-Beau : Union musicale

Nous sommes dans l'attente de leur dossier de demande de subventions 2023.

Afin de ne pas pénaliser leur fonctionnement, il est proposé de leur octroyer un premier acompte à hauteur du 1/3 de la subvention 2022 accordé.

|   | <b>Subvention 2022</b>     | <b>Acompte 1 - 2023</b> |
|---|----------------------------|-------------------------|
| <b>Écoles de Musique</b>                                  | <b>Subvention accordée</b> |                         |
| Lyre Instrumentale - Athée sur Cher                       | <b>19 800,00 €</b>         | 6 600 €                 |
| Ecole intercommunale de Musique Christian POMMARD - Bléré | <b>58 956,00 €</b>         | 19 652 €                |
| Fanfare Municipale de Luzillé                             | <b>2 800,00 €</b>          | 933,33 €                |
| Union musicale de Saint Martin le Beau                    | <b>15 000,00 €</b>         | 5 000 €                 |
|   | <b>96 356,00 €</b>         | 32 185,33 €             |

*Monsieur Vincent LOUAULT souligne le très bon état d'esprit des écoles de musique et rappelle son souhait de bâtir une école de musique intercommunale.*

Madame Gisèle PAPIN mentionne qu'elle est allée visiter une école de musique intercommunale dans la Sarthe et exprime son émerveillement sur ce qu'elle a pu y observer. En effet, cette école de musique intercommunale accueille tout type de public, allant des enfants aux adultes, dans une atmosphère très plaisante et inspirante. Monsieur Vincent LOUAULT met en avant la superbe montée en gamme de l'école de musique de Luzillé, dont le niveau a fortement progressé ces dernières années.

Le conseil communautaire doit se prononcer pour ce versement.

#### **Le Conseil Communautaire**

**Vu les statuts de la communauté de communes,**

**Considérant les demandes de subventions des Écoles de Musique,**

**Considérant les besoins de financement des écoles,**

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

- **OCTROIE un premier acompte de subvention pour l'exercice 2023 pour le fonctionnement aux associations des Écoles de Musique selon le tableau ci avant,**
- **DIT que les sommes afférentes seront inscrites au budget de la communauté de communes,**
- **AUTORISE la signature des conventions nécessaires à l'exécution des présentes,**
- **AUTORISE le Président ou la Vice-Présidente déléguée à signer l'ensemble des pièces relatives au dossier**

#### **11. Habitat**

**Rapporteur :** Monsieur Jean-Pierre BOIVIN, Vice-président délégué à l'Habitat

##### **a. Opération programmée d'amélioration de l'Habitat (OPAH) - attribution de subventions – précarité énergétique – adaptation au logement**

Par délibération du conseil communautaire en date du 28 février 2019, la Communauté de communes a octroyé le marché portant sur la mission de suivi et d'animation d'une Opération programmée de l'amélioration de l'habitat à Soliha. Cette opération permet de conseiller techniquement et financièrement les administrés dans leur projet de rénovation de leur logement.

Dans ce cadre, plusieurs dossiers de demande de subvention sont analysés pour des sorties d'insalubrité, de lutte contre la précarité énergétique et d'adaptation au logement pour les personnes âgées et handicapées.

Un dossier est présenté au titre de l'adaptation au logement pour les personnes âgées et handicapées :

| <b>Nom</b>  | <b>Thématiques</b>     | <b>Travaux</b>                              | <b>Montant de la subvention</b> | <b>Nombre de dossiers accompagnés sur 3 ans</b> |
|---|------------------------|---|---------------------------------|---|
| Monsieur et Madame Pierssens (Saint Martin le Beau) | Adaptation au logement | > Réalisation de cheminements antidérapants | 1 200                           | 10  |

Aujourd'hui, il est demandé au conseil communautaire d'autoriser le Président ou le Vice-Président chargé de ce dossier à octroyer une subvention de 1 200 euros à Monsieur et Madame Pierssens, dans le cadre des travaux précités. Le dossier est joint à la convocation.

Monsieur Vincent LOUAULT évoque la fin de l'OPAH, en indiquant qu'il s'agissait-là du dernier dossier. Il ajoute qu'il sera important de trouver une solution d'accompagnement spécifique pour les personnes en grande difficulté.

**Le conseil communautaire,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,**

**Vu les statuts de la Communauté de communes Autour de Chenonceaux - Bléré Val de Cher,**

**Vu la délibération du conseil communautaire en date du 28 février 2019 attribuant le marché à SOLIHA,**

**Vu la convention de financement signée le 9 septembre 2019,**

**Vu le dossier de Monsieur et Madame Pierssens,**

**Considérant la mise en œuvre d'une OPAH par la communauté de communes,**

**Considérant le dossier de Monsieur et Madame PIERSENS habitant au 20 route de Montlouis à Saint Martin le Beau,**

**Considérant l'analyse de Soliha, notre prestataire,**

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

- **OCTROIE une subvention de 1 200 euros à Monsieur Roger et Madame Françoise PIERSENS, conformément aux engagements pris avec les partenaires financiers dans le cadre de la convention OPAH,**
- **DIT que le budget dispose des crédits nécessaires (article 20422-70),**
- **DIT que cette subvention ne sera versée qu'après réception de toutes les pièces obligatoires demandées,**
- **AUTORISE le Président ou le Vice-Président délégué à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier**

**b. Habitat – OPAH – volet Plan de Prévention des Risques Technologiques – demande de financement**

La Communauté de communes Autour de Chenonceaux - Bléré Val de Cher a lancé une Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat (OPAH) en septembre 2019, animée par Soliha.

Pour rappel, cette opération permet d'aider les particuliers à améliorer leur logement (adaptation au logement pour personnes âgées et handicapées, travaux d'économies d'énergie, ...) sur notre territoire par le biais de conseils, de diagnostics et d'accompagnement à la recherche d'aides financières pour le financement des travaux.

Cette opération comporte un volet spécifique relatif au Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) lié au site EPC France situé à CIGOGNE.

En effet, le Plan de prévention des risques technologiques (PPRT) du site EPC France, implanté sur la commune de Cigogné, a été approuvé le 12 novembre 2012. Celui-ci prescrit la réalisation de travaux de protection dans les logements situés dans le périmètre d'exposition aux risques, afin d'en réduire la vulnérabilité aux risques technologiques.

Pour cela, un accompagnement global est effectué par Soliha, et les riverains concernés bénéficient d'aides financières à hauteur de 90% du coût des travaux dans la limite de 10 % de la valeur vénale du bien ou 20 000 € maximum :

- 40 % pris en charge par l'État sous forme de crédit d'impôt,
- 25 % pris en charge par la Communauté de communes Autour de Chenonceaux – Bléré Val de Cher,
- 25 % pris en charge par la société EPC France à l'origine du risque.

Monsieur Guy Bodier a effectué une demande de financement auprès de la Communauté de communes d'un montant de 1 597.75 euros, soit 25% de 6 391 euros TTC.

| <b>Nom du propriétaire</b> | <b>Montant total des travaux</b> | <b>Financement demandé à la CC Autour de Chenonceaux Bléré – Val de Cher</b> |
|----------------------------|----------------------------------|--|
| BODIER Guy                 | 6 391 €                          | 1 597.75 €   |

Le dossier de demande de subvention est joint.

*Monsieur Jean-Pierre BOIVIN précise que le PPRT prend fin en décembre 2023.*

**Le conseil communautaire,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,**

**Vu les statuts de la communauté de communes Autour de Chenonceaux - Bléré Val de Cher,**

**Vu la délibération du conseil communautaire en date du 28 février 2019 attribuant le marché à SOLIHA,**

**Vu le volet spécifique au Plan de Prévention des Risques EPC France,**

**Vu le dossier de demande de financement de Monsieur Guy BODIER,**



*Considérant que la Communauté de communes Autour de Chenonceaux - Bléré Val de Cher est dans l'obligation de financer à hauteur de 25 % les travaux de conformité au PPRT EPC France,*

*Après en avoir délibéré, à l'unanimité,*

- **OCTROIE un financement de 1 597.75 euros pour les travaux de Monsieur Guy Bodier,**
- **AUTORISE le Président ou le Vice-Président délégué à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier**

**c. Aires d'Accueil des gens du Voyage – Modification du règlement intérieur**

La Communauté de communes est en charge de la gestion de deux aires d'accueil des Gens du voyage (Chisseaux et Saint Martin le Beau).

Un règlement intérieur est appliqué sur ces deux aires. Le règlement actuel n'est plus en conformité avec le Décret n° 2019-1478 du 26 décembre 2019 relatif aux aires permanentes d'accueil et aux terrains familiaux locatifs destinés aux gens du voyage. La Communauté de communes doit donc le modifier afin de se mettre en conformité. Il est proposé de prendre le modèle de règlement type annexé au décret en l'adaptant à notre territoire. Celui-ci indique notamment la procédure d'admission sur l'aire (état des lieux, documents à fournir, ...), le fonctionnement pour le paiement des fluides, les règles de salubrité à respecter, etc.

Ainsi, certaines dispositions du règlement actuel ne sont pas reprises, telles que l'interdiction d'arme prohibée sur l'aire d'accueil ainsi que la pratique de jeux dangereux. De même, il n'est pas repris la disposition selon laquelle il est interdit d'ouvrir les armoires et les bornes distribuant l'eau et l'électricité ou encore l'interdiction de modifier les installations (bâtiment, plomberie extérieure – intérieure, les éléments électriques, etc....).

Par ailleurs, il est ajouté, dans le modèle de règlement proposé que « En cas de fermeture temporaire des aires pour effectuer des travaux d'aménagements, de réhabilitation et de mise aux normes ou des réparations ou pour un autre motif, les occupants sont prévenus au moins deux mois à l'avance de la date de fermeture par voie d'affichage. Ils s'engagent à libérer les lieux avant le premier jour de fermeture. Les aires permanentes d'accueil ouvertes dans le même secteur géographique et pouvant accueillir les occupants pendant la fermeture temporaire feront l'objet d'un affichage sur l'aire concernée par la fermeture ».

La proposition de règlement est jointe.

*Monsieur Jean-Pierre BOIVIN indique que le terme « citoyens français itinérants » doit désormais être employé pour désigner les gens du voyage. Il ajoute que certaines mentions d'interdiction doivent être supprimées du règlement des aires d'accueil, car elles relèvent du droit commun et ne sont plus en conformité avec le décret en vigueur.*

***Le conseil communautaire,***

***Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,***

***Vu les statuts de la Communauté de Communes Autour de Chenonceaux - Bléré Val de Cher,***

***Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement de l'Espace - Mobilités - PLUi - Habitat – GEMAPI en date du 22 novembre 2022,***

***Vu la proposition de règlement intérieur,***

***Considérant la nécessité de modifier le règlement intérieur des aires d'accueil des gens du voyage,***

***Après en avoir délibéré, à l'unanimité,***

- **ACCEPTÉ le règlement proposé,**
- **AUTORISE Monsieur le Président, ou Monsieur le Vice-Président délégué à signer tout document se rapportant à ce dossier**

## 12. Eau et Assainissement –

**Rapporteur :** Monsieur Ludovic DUBOIS, Vice-président délégué à l'eau et à l'assainissement, Président du conseil d'exploitation

### a. Avenant à la convention de transfert et au procès-verbal de mise à disposition des biens avec la Commune de Bléré

Dans le cadre du transfert de la compétence « assainissement des eaux usées », les communes ont mis à disposition de la Communauté de Communes tous les biens mobiliers et immobiliers affectés à cette activité. Certains matériels sont vieillissants et le service assainissement souhaite les renouveler, avec une reprise de l'ancien matériel.

Cependant, la mise à disposition ne permet pas à la Communauté de Communes de vendre les biens. C'est pourquoi il est nécessaire de mettre fin à la mise à disposition des biens concernés.

La Commune de Bléré propose de céder définitivement à la communauté de communes, pour l'euro symbolique les équipements suivants :

| Equipement            | Commune d'origine |
|-----------------------|-------------------|
| MERLO                 | Bléré             |
| Hydrocureur FN-960-QA | Bléré             |
| Epandeur Heywang      | Bléré             |

Ceci justifie l'avenant au procès-verbal de mise à disposition des biens avec les Commune de Bléré.

*Le conseil Communautaire,*

*Vu l'arrêté préfectoral en date du 14 décembre 2000 relatif à la création de la Communauté de Communes Autour de Chenonceaux Bléré-Val de Cher au 1er janvier 2001 ;*

*Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment son article 64 ;*

*Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2224-8 et L.22224-12 ;*

*Vu l'arrêté préfectoral en date du 2 décembre 2022 modifiant les statuts de la Communauté de Communes Autour de Chenonceaux Bléré-Val de Cher ;*

*Vu la délibération approuvant le mode en régie du service public d'Eau Potable et d'Assainissement des eaux usées et adoptant les statuts de la régie Eau Potable et Assainissement des eaux usées de la Communauté de Communes ;*

*Au regard du procès-verbal de mise à disposition avec la Commune de Bléré du 17 février 2020*

*Au regard de la délibération de la Commune de Bléré du 29 Septembre 2022 ;*

*Considérant l'avis favorable du conseil d'exploitation unique de l'eau et de l'assainissement, lors de sa réunion du 30 janvier 2023 ;*

*Après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :*

- D'autoriser l'achat des équipements.
- D'approuver les avenants du procès-verbal de mise à disposition avec la Commune de Bléré.
- Autoriser Monsieur le Président, le 1er Vice-Président Lionel CHANTELOUP, ou le Vice-Président à l'Eau et à l'Assainissement Ludovic DUBOIS ou tout autre Vice-Président à signer les éléments du dossier.

### b. Avenant à la convention de transfert et au procès-verbal de mise à disposition des biens avec la Commune de Athée sur Cher

Dans le cadre du transfert de la compétence « assainissement des eaux usées », les communes ont mis à disposition de la Communauté de Communes tous les biens mobiliers et immobiliers affectés à cette activité. Certains matériels sont vieillissants et le service assainissement souhaite les renouveler, avec une reprise de l'ancien matériel.

Cependant, la mise à disposition ne permet pas à la Communauté de Communes de vendre les biens. C'est pourquoi il est nécessaire de mettre fin à la mise à disposition des biens concernés.

La Commune d'Athée sur Cher propose de céder définitivement à la communauté de communes pour l'euro symbolique le Fiat Ducato BG-291-TP.

Ceci justifie l'avenant au procès-verbal de mise à disposition des biens avec la Commune d'Athée sur Cher.

**Le conseil Communautaire,**

**Vu l'arrêté préfectoral en date du 14 décembre 2000 relatif à la création de la Communauté de Communes Autour de Chenonceaux Bléré-Val de Cher au 1er janvier 2001 ;**

**Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment son article 64 ;**

**Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2224-8 et L.22224-12 ;**

**Vu l'arrêté préfectoral en date du 2 décembre 2022 modifiant les statuts de la Communauté de Communes Autour de Chenonceaux Bléré-Val de Cher ;**

**Vu la délibération approuvant le mode en régie du service public d'Eau Potable et d'Assainissement des eaux usées et adoptant les statuts de la régie Eau Potable et Assainissement des eaux usées de la Communauté de Communes ;**

**Au regard du procès-verbal de mise à disposition avec la Commune d'Athée sur Cher du 22 septembre 2020 ;**

**Au regard de la délibération de la Commune d'Athée sur Cher du 22 juin 2022 ;**

**Considérant l'avis favorable du conseil d'exploitation unique de l'eau et de l'assainissement, lors de sa réunion du 30 janvier 2023 ;**

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :**

- D'autoriser l'achat du véhicule.
- D'approuver l'avenant au procès-verbal de mise à disposition avec la Commune d'Athée sur Cher.
- Autoriser Monsieur le Président, le 1er Vice-Président Lionel CHANTELOUP, ou le Vice-Président à l'Eau et à l'Assainissement Ludovic DUBOIS ou tout autre Vice-Président à signer les éléments du dossier.

**c. Avenant à la convention de transfert et au procès-verbal de mise à disposition des biens avec la Commune de Luzillé**

Dans le cadre du transfert de la compétence « assainissement des eaux usées », les communes ont mis à disposition de la Communauté de Communes tous les biens mobiliers et immobiliers affectés à cette activité.

La station d'épuration de « Meudon » située sur la Commune de Luzillé arrive en fin de vie. Elle fait l'objet d'un projet de renouvellement.

L'implantation de la nouvelle station d'épuration serait située sur la parcelle cadastrée WA n°020 au lieu-dit « LE POINCON ». Ce terrain appartient à la Commune de Luzillé. Le conseil municipal a délibéré favorablement le 2 septembre 2022 à la mise à disposition de ce terrain à la Communauté de Communes.

Il est nécessaire d'établir un avenant à la convention de mise à disposition initiale et de modifier le procès-verbal initial avec la Commune de Luzillé.

**Le conseil Communautaire,**

**Vu l'arrêté préfectoral en date du 14 décembre 2000 relatif à la création de la Communauté de Communes Autour de Chenonceaux Bléré-Val de Cher au 1er janvier 2001 ;**

**Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment son article 64 ;**

**Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2224-8 et L.22224-12 ;**

**Vu l'arrêté préfectoral en date du 2 décembre 2022 modifiant les statuts de la Communauté de Communes Autour de Chenonceaux Bléré-Val de Cher ;**

**Vu la délibération approuvant le mode en régie du service public d'Eau Potable et d'Assainissement des eaux usées et adoptant les statuts de la régie Eau Potable et Assainissement des eaux usées de la Communauté de Communes ;**

**Au regard du procès-verbal de mise à disposition avec la Commune de Luzillé du 31 décembre 2019 ;**

**Au regard de la délibération de la Commune de Luzillé en date du 2 septembre 2022 ;**

**Considérant l'avis favorable du conseil d'exploitation unique de l'eau et de l'assainissement, lors de sa réunion du 10 octobre 2022 ;**

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :**

- D'autoriser la convention de mise à disposition du terrain pour la future station d'épuration.
- D'approuver l'avenant du procès-verbal PV de mise à disposition avec la Commune de Luzillé.
- Autoriser Monsieur le Président, le 1er Vice-Président Lionel CHANTELOUP, ou le Vice-Président à l'Eau et à l'Assainissement Ludovic DUBOIS ou tout autre Vice-Président à signer les éléments du dossier.

### 13. Voirie

**Rapporteur** : Monsieur Lionel CHANTELOUP, Vice-Président délégué à la Mutualisation et à la Voirie,

#### a. Vente de matériels

Afin de favoriser le réemploi de matériels dont elle n'a plus l'utilité, la Communauté de Communes Autour de Chenonceaux - Bléré Val de Cher met en vente de gré à gré ses biens inutilisés.

L'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales prévoit que le président peut, délégation du conseil communautaire, décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros (prix unitaire) Plusieurs matériels sont mis en vente à des prix unitaires supérieurs sur le Budget Voirie.

De plus, sur le budget principal, nous avons des chaises en bois qu'il convient de céder (qui ne sont plus utiles au commerce de Cigogné). Il s'agit de chaise à assise paille au nombre de 43.

Nous proposons une vente de ces chaises, avec mise à prix à 40 € via Agorastore.

| Quantité | Désignation                 | Immatriculation<br>Ou n° de série | Année | Prix de vente<br>minimum<br>euros HT | Service |
|----------|-----------------------------|-----------------------------------|-------|--------------------------------------|---------|
| 1        | Tracteur Renault<br>ERGOS   | DZ-184-PB                         | 2000  | 8.000 €                              | Voirie  |
| 1        | Épareuse FULGOR<br>6400 PLT | F6UCL04F02                        | 2004  |                                      |         |
| 1        | Lamier                      | N°12.10.760                       | 2011  |                                      |         |
| 1        | Tracteur CASE               | BL-054-ZS                         | 2000  | 6.000 €                              | Voirie  |

*Le conseil communautaire,*

*Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 (alinéa 10),*

*Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment article L. 2112-1 ;*

*Considérant que le matériel cité ci-dessus n'est plus adapté aux besoins du service,*

*Considérant la volonté de la Communauté de Communes de céder le matériel réformé,*

*Après en avoir délibéré à l'unanimité,*

- **FIXE** les conditions de vente des matériels selon le tableau ci-dessus,
- **AUTORISE** Monsieur le Président, ou Monsieur le Premier Vice-Président (Lionel CHANTELOUP) à signer l'ensemble des pièces relatives au dossier

#### b. Finances – Autorisation de mandatement en investissement avant le vote du Budget Primitif 2023 (Budget Annexe Voirie)

**Rapporteur** : Pierre EHLINGER, Vice-Président délégué aux Finances et au patrimoine.

Dans le cadre du mandatement de nouveaux investissements avant le vote du budget primitif 2023, et conformément à l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil communautaire doit donner son autorisation à l'exécutif local.

Compte tenu des projets en cours, il apparaît nécessaire d'autoriser le mandatement de dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts aux sections d'investissement des budgets de l'exercice 2022. Les crédits correspondants seront obligatoirement inscrits au BP 2023.

Il est proposé que le conseil communautaire, au vu de l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, délibère sur le dossier.

Le conseil de décembre a autorisé une ouverture de crédits pour le budget principal mais le budget annexe SCMVoirie a été omis et il convient, pour acheter la chargeuse, et pour la commander, l'ouvrir les crédits suffisants.

**Le conseil communautaire,**

**Vu l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,**

**Entendu Monsieur le Vice-Président délégué aux finances,**

**Constatant les dépenses à venir,**

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

- **AUTORISE M. le Président, ou Monsieur le Vice-Président délégué (Pierre EHLINGER), dans l'attente du vote des Budgets 2023, à mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts aux sections d'investissement des différents budgets de la Communauté de Communes de Bléré-Val de Cher au titre de l'exercice 2022 (Budget principal et budgets annexes)**
- **DIT que les autorisations de dépenses sont définies comme suit :**

**BUDGET Annexe SCMVoirie**

| Chapitre d'investissement | Budget 2022  | Autorisation 2023 (25 % maximum) |
|---------------------------|--------------|----------------------------------|
| Chapitre 20               | 0 €          |                                  |
| Chapitre 204              | 0 €          |                                  |
| Chapitre 21               | 400 456,21 € | 100 114 €                        |
| Chapitre 23               | -            | -                                |
| Opérations d'Équipement   | €            | €                                |

**Autres Budgets Annexes – SANS OBJET**

- **S'OBLIGE à inscrire les crédits correspondants aux Budgets Primitifs 2023**
- **AUTORISE M. le Président, Monsieur le 1er Vice-Président, ou Monsieur le Vice-président délégué à signer l'ensemble des pièces relatives au dossier**

**14. Personnel communautaire – remboursement des frais engagés par les personnels à l'occasion de leurs déplacements en formation ou en mission**

**Rapporteur :** Monsieur Vincent LOUAULT, Président

Rappel : est considéré comme déplacement, l'agent qui se déplace, pour les besoins du service, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale.

Dans ce cadre, les frais de transports, d'hébergement et de repas de l'agent doivent être indemnisés par son employeur.

**Concernant les frais de transports,** lorsque l'agent utilise son véhicule, le remboursement se fait sur la base d'indemnités kilométriques, dont les taux sont fixés par l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié par l'arrêté du 14 mars 2022.

**INDEMNITES KILOMETRIQUES (arrêté du 14 mars 2022)**

| Catégories (puissance fiscale du véhicule) | Jusqu'à 2000 kms |
|--|------------------|
| De 5CV et moins                            | 0.32 €           |
| De 6 à 7 CV                                | 0.41 €           |
| De 8 et plus                               | 0.45 €           |

**Concernant les frais de remboursement des frais de repas et d'hébergement**

Le remboursement forfaitaire se fait sur la base des taux fixés par un arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget ;

Il s'agit de l'arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 qui fixe les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 susvisé, comme suit :

|             | France métropolitaine |   |                  |
|-------------|-----------------------|---|------------------|
|             | Taux de base          | Grandes villes (+ de 200 000 hab.)<br>et communes de la métropole du<br>Grand Paris | Commune de Paris |
| Hébergement | 70 €                  | 90 €  | 110 €            |
| Déjeuner    | 17,50 €               | 17,50 €   | 17,50 €          |
| Dîner       | 17,50 €               | 17,50 €   | 17,50 €          |

Le taux d'hébergement prévu ci-dessus est fixé dans tous les cas à 120 € pour les agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite.

Il est proposé au conseil Communautaire de délibérer pour acter les modalités de remboursement des frais des agents lors d'un déplacement.

**Le conseil Communautaire,**

***Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;***

***Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;***

***Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;***

***Vu l'Arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat***

***Vu l'arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat***

***Vu l'arrêté du 14 mars 2022 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat***

***Le Comité Technique consulté,***

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

- **DECIDE :**

- de retenir le principe d'un remboursement des frais de transport sur la base d'une indemnité kilométrique forfaitaire dans les conditions réglementaires en vigueur,
- de retenir le principe d'un remboursement forfaitaire des frais d'hébergement dans les conditions règlementaires susmentionnées, sur présentation des justificatifs afférents ;
- de retenir le principe d'un remboursement forfaitaire des frais de repas du midi et du soir, s'élevant à ce jour à 17,50 € par repas, sur présentation des justificatifs afférents ;
- de ne pas verser d'indemnité de repas ou d'hébergement lorsque l'agent est nourri ou logé gratuitement

- **AUTORISE M. le Président ou M. le 1er Vice-Président à signer toutes les pièces relatives au dossier**

## **15. Administration générale – Actualisation de la liste des membres de commissions**

**Rapporteur** : Monsieur Vincent LOUAULT, Président

Le conseil communautaire a créé des commissions thématiques pour le fonctionnement de la structure communautaire et déterminer les modalités de composition.

Les commissions sont composées comme suit :

- Une présidence de commission sur délégation du président de la CCBVC – Membre de droit
- Le(s) Vice-Président(s) concerné(s)
- Autant de titulaires que de suppléants (nombre maximal par commune)
  - o Commune de moins de 2 000 habitants : 1 titulaire + 1 suppléant (Céré la Ronde, Chenonceaux, Chisseaux, Cigogné, Civray de Touraine, Courçay, Dierre, Epeigné les Bois, Francueil, Luzillé, Sublaines)
  - o 2 000 à 3 000 habitants : 2 titulaires + 2 suppléants (Athée sur Cher & La Croix en Touraine)
  - o Plus de 3 000 habitants : 3 titulaires + 3 suppléants (St Martin le Beau & Bléré)

Les 7 commissions créées sont les suivantes :

- 1 Voirie – Eau & Assainissement – Mutualisation de services & moyens

Attention, cette commission associe les représentants de 3 communes extérieures pour la partie voirie

- 2 Petite Enfance – Enfance – Jeunesse – Transports Scolaires - Espace France Services
- 3 Déchets - PCAET – Alimentaire - Agriculture
- 4 Culture & Sports
- 5 Economie – Tourisme & attractivité
- 6 Aménagement de l'Espace – Mobilités – PLUi – Habitat - GEMAPI
- 7 Finances & Patrimoine

Plusieurs communes nous ont informés de démissions d'élus, de souhaits de changement de représentants. Ainsi, nous souhaitons mettre à jour la liste des membres de commissions.

**Les communes ont visé l'ensemble des tableaux ci-après.**

**Le conseil communautaire,**

**Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-22 et L. 5211-1 ;**

**Vu l'arrêté préfectoral en date du 14 décembre 2000, portant création et statuts de la communauté de Communes de Bléré – val de Cher, modifié, conformément à l'article L. 5211-5-1 du code général des collectivités territoriales ;**

**Vu qu'au regard des articles énoncés ci-dessus, le conseil communautaire par délibération 2020-125 du 30 juillet 2020 a créé « des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil ».**

**Vu la liste des membres établis par délibération du 10 septembre 2020**

**Considérant plusieurs changements à intervenir dans les listes de commissions,**

**Considérant les propositions des communes membres**

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

- **DESIGNE les membres dans les listes ci annexées dans les différentes commissions thématiques communautaires,**
- **DIT que le Président de la Communauté de Communes, le Président de la commission désigné par lui, et le ou les Vice-présidents suivants les thématiques des commissions sont membres de droit des dites commissions,**
- **CHARGE Monsieur le Président, ou tout Vice-Président, dans le cadre de ses affectations de l'exécution de la présente délibération**

## **Commission Voirie – Eau & Assainissement – Mutualisation de services et de moyens**

Membres de droit :

- Président : M. Vincent LOUAULT
- Vice-Président délégué, Président de la commission : M. Lionel CHANTELOUP
- Vice-Président délégué : M. Ludovic DUBOIS

| <b>Communes</b>             | <b>Titulaires (19)</b>   | <b>Suppléants (es) (18)</b>   |
|-----------------------------|--|---|
| <b>ATHÉE-SUR-CHER</b>       | Madame Marylène <b>COUSSY</b>  | Monsieur Vincent <b>DENIZIOT</b>  |
| <b>BLÉRÉ</b>                | Madame Danielle <b>GALLEY</b><br>Monsieur Jean-Michel <b>JEAUNEAU</b><br>Monsieur Jean-Claude <b>OMONT</b> | Monsieur Pascal <b>FERON</b><br>Madame Françoise <b>LAUMANT</b><br>Monsieur Stéphane <b>LOUAULT</b> |
| <b>CÉRÉ-LA-RONDE</b>        | Monsieur Ludovic <b>HARDOUIN</b>   |   |
| <b>CHENONCEAUX</b>          | Monsieur Jean-Luc <b>MAHOT</b>   | Monsieur Thierry <b>DUCATEL</b>   |
| <b>CHISSEAUX</b>            | Monsieur Franck <b>AUGIAS</b>  |   |
| <b>CIGOGNÉ</b>              | Monsieur Jean-Jacques <b>DE SMET</b>   | Monsieur Alain <b>DORSEMAINE</b>  |
| <b>CIVRAY DE TOURAINE</b>   | <del>Monsieur Florian <b>GOPYN</b></del><br>Monsieur Teddy <b>COUTON</b>                                   | Monsieur Florian <b>LE SQUER</b>  |
| <b>COURÇAY</b>              | Monsieur Gilles <b>CHAMPION</b>  | Monsieur Vincent <b>COURTINE</b>  |
| <b>DIERRE</b>               | Monsieur Christophe <b>SIMON</b>   | Monsieur Gabryel <b>LACAZE</b>  |
| <b>ÉPEIGNÉ-LES-BOIS</b>     | Monsieur Francis <b>BENOÎT</b>   | Monsieur Ludovic <b>GUILLOIN</b>  |
| <b>FRANCUEIL</b>            | Monsieur Régis <b>BOURACHOT</b>  | Monsieur Jean-Louis <b>LÉVÊQUE</b>  |
| <b>LA CROIX EN TOURAINE</b> | Monsieur Jean-Claude <b>MAURICE</b><br>Monsieur Michel <b>MULOT</b>  | Madame Carine <b>DEL RIO</b><br>Monsieur Philippe <b>MILLÉ</b>                                      |
| <b>LUZILLÉ</b>              | Monsieur Alain <b>CHANTELOUP</b>   | Monsieur Thierry <b>BODIN</b>   |
| <b>ST-MARTIN LE BEAU</b>    | Monsieur Jacques <b>BRAULT</b><br>Madame Christine <b>POIRIER</b>  | Monsieur Fabien <b>AMATHIEU</b><br>Madame Micheline <b>GAGNER</b><br>Monsieur Denis <b>GIRAUD</b>   |
| <b>SUBLAINES</b>            | Monsieur Jacques <b>GILLET</b>   | Monsieur Vincent <b>JARRY</b>   |



## **Commission Petite Enfance – Enfance Jeunesse – Transports scolaires – France service**

Membres de droit :

- Président : M. Vincent LOUAULT
- Présidente de la commission : Mme Claire DUPRE
- Vice-Présidente déléguée : Mme Annie BECHON

| <b>Communes</b>             | <b>Titulaires</b>   | <b>Suppléants (es)</b>   |
|-----------------------------|---|--|
| <b>ATHÉE-SUR-CHER</b>       | Madame Adeline <b>BETAILLOULOUX</b><br>Madame Marylène <b>COUSSY</b>                                    | <del>Madame Gwénaëlle <b>COUTON</b></del><br>Madame Marie <b>DEGNIEAU</b>                              |
| <b>BLÉRÉ</b>                | Monsieur Jean-Pierre <b>BOUVIER</b><br>Monsieur Alfredo <b>DA SILVA</b><br>Madame Armelle <b>HEMOND</b> | Madame Séverine <b>CHARPENTIER</b><br>Madame Nicole <b>DALAUDIER</b><br>Madame Sylvie <b>DUFRAISSE</b> |
| <b>CÉRÉ-LA-RONDE</b>        | Monsieur Pascal <b>JOULLAN</b>  | Madame Monique <b>VERDIER-ALLAB</b>  |
| <b>CHENONCEAUX</b>          | Madame Karine <b>BRUYNEEL</b>   | Madame Élisabeth <b>VOJIK</b>  |
| <b>CHISSEAUX</b>            | Madame Catherine <b>CUELLAR</b>   | Madame Monique <b>GUY</b>  |
| <b>CIGOGNÉ</b>              | Madame Anita <b>LATOIR</b>  | Madame Lidwine <b>BISTER</b>   |
| <b>CIVRAY DE TOURAINE</b>   | Madame Fanny <b>HERMANGE</b>  | Madame Christelle <b>PITET-GIRAULT</b>   |
| <b>COURÇAY</b>              | Madame Karine <b>ROUSSILLAT</b>   | Madame Éva <b>PICARD</b>   |
| <b>DIERRE</b>               | Madame Véronique <b>SIRON PERRIN</b>  | Madame Eugénie <b>BRUNEAU</b>  |
| <b>ÉPEIGNÉ-LES-BOIS</b>     |   | Madame Stéphanie <b>MAGHISSENE</b>   |
| <b>FRANCUEIL</b>            | Madame Michèle <b>MOLINIER</b>  | Monsieur Régis <b>BOURACHOT</b>  |
| <b>LA CROIX EN TOURAINE</b> | Madame Sylvie <b>BARBOUX</b><br>Monsieur Philippe <b>MILLÉ</b>  | Madame Murielle <b>FRÉMONT-HUET</b><br>Madame Brigitte <b>PILLU</b>                                    |
| <b>LUZILLÉ</b>              | Madame Anne <b>MARQUENET-JOUZEAU</b>  | Madame Anne <b>JAMONNEAU</b>   |
| <b>ST-MARTIN LE BEAU</b>    | Madame Danielle <b>BROCHARD</b><br>Madame Angélique <b>DELAHAYE</b><br>Monsieur Gwendal <b>MOULIN</b>   | Madame Julie <b>FILLEAU</b><br>Monsieur Bernard <b>GIRAUDON</b><br>Madame Marie <b>PILLEBOUÉ</b>       |
| <b>SUBLAINES</b>            | Madame Nicole <b>TALUT</b>  | Madame Céline <b>RENARD</b>  |

## **Commission Déchets – PCAET – Alimentaire & Agriculture**

Membres de droit :

- Président : M. Vincent LOUAULT
- Président de la commission : M. Jérôme JARRY
- Vice-Président délégué : M. Alain SCHNEL

| <b>Communes</b>             | <b>Titulaires</b>  | <b>Suppléants (es)</b>   |
|-----------------------------|--|--|
| <b>ATHÉE-SUR-CHER</b>       | Madame Marylène <b>COUSSY</b>  | Monsieur Vincent <b>DENIZIOT</b>   |
| <b>BLÉRÉ</b>                | Monsieur Lionel <b>CHANTELOUP</b><br>Madame Émilie <b>DRAOUI</b><br>Monsieur Patrice <b>GARNIER</b>                    | Monsieur Patrick <b>GOETGHELUCK</b><br><br>Monsieur Jean-Michel <b>JEAUNEAU</b><br>Madame Christiane <b>MARTIN</b> |
| <b>CÉRÉ-LA-RONDE</b>        | Monsieur Philippe <b>CAUBEL</b>  | Monsieur Patrick <b>BACH</b>   |
| <b>CHENONCEAUX</b>          | Madame Laurence <b>TEIXEIRA</b>  | Monsieur Benjamin <b>BRUYNEEL</b>  |
| <b>CHISSEAUX</b>            | Monsieur Franck <b>AUGIAS</b>  | Madame Annie <b>BÉCHON</b>   |
| <b>CIGOGNÉ</b>              | Madame Sophie-Anne <b>BONLIEU-FORTIER</b>  |  |
| <b>CIVRAY DE TOURAINE</b>   | Monsieur Pascal <b>ANDREAU</b>   | Madame Pascale <b>CHERBONNIER</b>  |
| <b>COURÇAY</b>              | Monsieur Jean-François <b>BERNARD</b>  | Monsieur Jean-Noël <b>PERRIN</b>   |
| <b>DIERRE</b>               | Madame Sophie <b>KOENIG</b>  | Madame Irène <b>GAILLARD</b>   |
| <b>ÉPEIGNÉ-LES-BOIS</b>     | <del>Monsieur Frédéric <b>CHEVALIER</b></del><br><br>Monsieur Ludovic <b>GUILLON</b><br>(suppléant devenant titulaire) |  |
| <b>FRANCUEIL</b>            | Monsieur Patrick <b>DE FRIBERG</b>   | Madame Bénédicte <b>GUIGNARD</b>   |
| <b>LA CROIX EN TOURAINE</b> | Madame Joëlle <b>AVENET</b><br><br>Monsieur Guillaume <b>THÉBAULT</b>  | Monsieur Denis <b>CHANTREL</b><br><br>Monsieur Jean-Philippe <b>LECLERC</b>  |
| <b>LUZILLÉ</b>              | Madame Anne-Lise <b>BLAIS-BONNIGAL</b>   | Monsieur Cyril <b>PAINEAU</b>  |
| <b>ST-MARTIN LE BEAU</b>    | Monsieur Fabien <b>AMATHIEU</b><br><br>Monsieur Laurent <b>BERGER</b><br><br>Monsieur Denis <b>GIRAUD</b>              | Madame Angélique <b>DELAHAYE</b><br><br>Madame Isabelle <b>PEGARD</b><br><br>Madame Joëlle <b>PINNEAU</b>          |
| <b>SUBLAINES</b>            | Monsieur Jérôme <b>JARRY</b>   | Monsieur David <b>DUPIN</b>  |

## **Commission Culture & Sports**

Membres de droit :

- *Président* : M. Vincent LOUAULT
- *Présidente de la commission* : Mme Anne MARQUENET-JOUZEAU
- *Vice-Présidente déléguée* : Mme Gisèle PAPIN

| <b>Communes</b>                 | <b>Titulaires</b>  | <b>Suppléants (es)</b>  |
|---------------------------------|--|---|
| <b>ATHÉE-SUR-CHER</b>           | Monsieur Olivier <b>LATOUR</b><br>Madame Karine <b>PATIN</b>   | Monsieur Éric <b>MARINIER</b><br>Madame Stéphanie <b>PINÇON</b>                                   |
| <b>BLÉRÉ</b>                    | Madame Sylvie <b>DUFRAISSE</b><br>Madame Anne <b>MAUDUIT</b><br>Monsieur Bruno <b>RAUZY</b>            | Madame Isabelle <b>BALARD</b><br>Madame Catherine <b>BONNELIE</b><br>Madame Armelle <b>HEMOND</b> |
| <b>CÉRÉ-LA-RONDE</b>            | Monsieur Pascal <b>JOULLAN</b>   |   |
| <b>CHENONCEAUX</b>              | Monsieur Bruno <b>BONNIN</b>   | Monsieur Pascal <b>MITAULT</b>  |
| <b>CHISSEAUX</b>                | Madame Christelle <b>FOUQUET</b>   | Monsieur Gaël <b>IBRAMSAH</b>   |
| <b>CIGOGNÉ</b>                  | Monsieur Alain <b>DORSEMAINE</b>   | Monsieur Jérémy <b>CHRISTOPHE</b>   |
| <b>CIVRAY DE TOURAINE</b>       | Monsieur Sylvain <b>THUISSARD</b>  | Madame Fanny <b>HERMANGE</b><br>Monsieur Philippe <b>LUNVEN</b>                                   |
| <b>COURÇAY</b>                  | Madame Bénédicte <b>DELAUNAY</b>   | Madame Françoise <b>CARRIAU</b>   |
| <b>DIERRE</b>                   | Madame Véronique <b>SIRON PERRIN</b>   | Madame Irène <b>GAILLARD</b>  |
| <b>ÉPEIGNÉ-LES-BOIS</b>         | Madame Fabienne <b>SOMMÉRIA</b>  | Madame Claire <b>DUPRÉ</b>  |
| <b>FRANCUEIL</b>                | Madame Valérie <b>PAVERANI</b>   | Madame Michèle <b>MOLINIER</b>  |
| <b>LA CROIX EN<br/>TOURAINE</b> | Madame Sylvie <b>BARBOUX</b><br>Madame Brigitte <b>PILLU</b>   | Madame Michèle <b>GASNIER</b><br>Monsieur Guillaume <b>THÉBAULT</b>                               |
| <b>LUZILLÉ</b>                  | Madame Hélène <b>HARBONNIER</b>  | Madame Isabelle <b>VERDEIL</b>  |
| <b>ST-MARTIN LE BEAU</b>        | Madame Danielle <b>BROCHARD</b><br>Madame Caroline <b>DEMAISON</b><br>Monsieur Bernard <b>GIRAUDON</b> | Madame Aurore <b>GAGNARD</b><br>Madame Micheline <b>GAGNER</b>                                    |
| <b>SUBLAINES</b>                | Monsieur Jean-Marie <b>DANCRE</b>  | Monsieur Jean-Jacques <b>LEBERT</b>   |

## **Économie – Tourisme & Attractivité**

Membres de droit :

- *Président* : M. Vincent LOUAULT
- *Vice-Président délégué* : M. Laurent NEVEU
- *Vice-Président délégué* : M. Jacques DUVIVIER

| <b>Communes</b>             | <b>Titulaires</b>  | <b>Suppléants (es)</b>  |
|-----------------------------|--|---|
| <b>ATHÉE-SUR-CHER</b>       | Madame Sandrine GUSPARO<br>Madame Karine PATIN                                 |   |
| <b>BLÉRÉ</b>                | Madame Isabelle BALARD<br>Madame Françoise LAUMANT<br>Madame Christiane MARTIN | Monsieur Pascal FÉRON<br>Madame Cindy MALVEAU<br>Monsieur Laurent VÉRITÉ      |
| <b>CÉRÉ-LA-RONDE</b>        | Monsieur Ludovic HARDOUIN  | Monsieur Amaury DE LOUVENCOURT  |
| <b>CHENONCEAUX</b>          | Monsieur Fabrice BALLIN  | Monsieur Pierre POUPEAU   |
| <b>CHISSEAUX</b>            | Monsieur Laurent DEPRICK   | Monsieur Olivier DEPAUL   |
| <b>CIGOGNÉ</b>              | Madame Sophie-Anne BONLIEU-FORTIER   |   |
| <b>CIVRAY DE TOURAINE</b>   | Madame Isabelle GAUTRON  | Madame Pascale CHERBONNIER<br>Madame Christelle PITET-GIRAULT                 |
| <b>COURÇAY</b>              | Monsieur François BORNE  | Madame Sophie BARRET  |
| <b>DIERRE</b>               | Madame Alexandra NIETO BERNARD   | Madame Élodie GRISON-CONSTANTIN   |
| <b>ÉPEIGNÉ-LES-BOIS</b>     | Monsieur Jean CANDIAGO   | Madame Amélie BOGUET  |
| <b>FRANCUEIL</b>            | Monsieur Patrick DE FRIBERG  | Monsieur Pierre EHLINGER  |
| <b>LA CROIX EN TOURAINE</b> | Monsieur Jean-Pierre BOIVIN<br>Madame Sylvie WARNET                            | Monsieur Philippe MILLÉ<br>Madame Brigitte PILLU                              |
| <b>LUZILLÉ</b>              | Madame Anne MARQUENET-JOUZEAU  | Madame Isabelle VERDEIL   |
| <b>ST-MARTIN LE BEAU</b>    | Monsieur Fabien AMATHIEU<br>Monsieur Claude BUNET                              | Madame Caroline DEMAISON<br>Madame Aurore GAGNARD<br>Madame Christine POIRIER |
| <b>SUBLAINES</b>            | Monsieur Jérôme JARRY  | Monsieur Stanislas CHAMBLET   |

## **Aménagement de l'Espace – Mobilités – PLUi – Habitat – GEMAPI**

Membres de droit :

- Président : M. Vincent LOUAULT
- Présidente de la commission : Mme Anne BAYON de NOYER
- Vice-Président délégué : M. Jean-Pierre BOIVIN
- Vice-Président délégué : M. Jean-Claude OMONT

| <b>Communes</b>             | <b>Titulaires (19)</b>  | <b>Suppléants (es)(19)</b>  |
|-----------------------------|---|---|
| <b>ATHÉE-SUR-CHER</b>       | Monsieur Olivier DELAVEAU   | Madame Mathilde VILARINHO   |
| <b>BLÉRÉ</b>                | Monsieur Patrick GOETGHELUCK<br>Monsieur Stéphane LOUAULT<br>Madame Cindy MALVEAU | Monsieur LionelCHANTELOUP<br>Madame Danielle GALLEY<br>Monsieur Bruno RAUZY |
| <b>CÉRÉ-LA-RONDE</b>        | Monsieur Philippe CAUBEL  |   |
| <b>CHENONCEAUX</b>          | Madame Karine BRUYNEEL  | Monsieur Jean-Luc MAHOT   |
| <b>CHISSEAUX</b>            | Madame Annie BÉCHON   | Monsieur Benoît SZYMANSKI   |
| <b>CIGOGNÉ</b>              | Madame Sophie-Anne BONLIEU-FORTIER  | Monsieur Charly THIBAULT  |
| <b>CIVRAY DE TOURAINE</b>   | Madame Fanny HERMANGE   | Madame Brigitte PIOT  |
| <b>COURÇAY</b>              | Monsieur Gilles CHAMPION  | Monsieur Jean-Noël PERRIN   |
| <b>DIERRE</b>               | Madame Alexandra NIETO BERNARD  | Madame Laure MORISSET   |
| <b>ÉPEIGNÉ-LES-BOIS</b>     | Madame Michèle PRIEUR   | Monsieur Michel CARATY  |
| <b>FRANCUEIL</b>            | Madame Lydie SORDON   | Madame Patricia BEGALA  |
| <b>LA CROIX EN TOURAINE</b> | Monsieur Christophe CHAPLOT<br>Madame Carine DEL RIO                              | Monsieur Jean-Philippe LECLERC<br>Madame Sylvie WARNET                      |
| <b>LUZILLÉ</b>              | Madame Anne MARQUENET-JOUZEAU   | Monsieur Thierry BODIN  |
| <b>ST-MARTIN LE BEAU</b>    | Monsieur Laurent BERGER<br>Monsieur Claude BUNET<br>Madame Isabelle PEGARD        | Monsieur Fabien AMATHIEU<br>Monsieur Denis GIRAUD<br>Monsieur Alain SCHNEL  |
| <b>SUBLAINES</b>            | Monsieur Jérôme JARRY   | Monsieur Vincent JARRY  |

## **Finances & Patrimoine**

Membres de droit :

- Président : M. Vincent LOUAULT
- Président de la commission : M. Max BESNARD
- Vice-Président délégué : Mme Pierre EHLINGER
- L'ensemble des Vice-Présidents de la communauté de communes

| <b>Communes</b>             | <b>Titulaires</b>   | <b>Suppléants (es)</b>  |
|-----------------------------|---|---|
| <b>ATHÉE-SUR-CHER</b>       | Monsieur Olivier <b>DELAVEAU</b>  |   |
| <b>BLÉRÉ</b>                | Monsieur Jean-Claude <b>OMONT</b><br>Madame Gisèle <b>PAPIN</b><br>Monsieur Laurent <b>VÉRITÉ</b> | Monsieur Alfredo <b>DA SILVA</b><br>Madame Émilie <b>DRAOUI</b><br>Madame Anne <b>MAUDUIT</b>                 |
| <b>CÉRÉ-LA-RONDE</b>        | Monsieur Patrick <b>BACH</b>  |   |
| <b>CHENONCEAUX</b>          | Madame Laurence <b>TEIXEIRA</b>   | Madame Karine <b>BRUYNEEL</b>   |
| <b>CHISSEAUX</b>            | Monsieur Franck <b>AUGIAS</b>   | Madame Monique <b>GUY</b>   |
| <b>CIGOGNÉ</b>              | Monsieur Charly <b>THIBAUT</b>  |   |
| <b>CIVRAY DE TOURAINE</b>   | Madame Isabelle <b>GAUTRON</b>  | Madame Claire <b>OLLIVIER</b>   |
| <b>COURÇAY</b>              | Monsieur François <b>BORNE</b>  | Madame Anne <b>BAYON DE NOYER</b>   |
| <b>DIERRE</b>               | Monsieur Gabryel <b>LACAZE</b>  | Madame Véronique <b>SIRON PERRIN</b>  |
| <b>ÉPEIGNÉ-LES-BOIS</b>     | Madame Viviane <b>FÈVE</b>  | Madame Michèle <b>PRIEUR</b>  |
| <b>FRANCUEIL</b>            | Monsieur Didier <b>BISSON</b>   | Monsieur Patrick <b>DE FRIBERG</b>  |
| <b>LA CROIX EN TOURAINE</b> | Monsieur Denis <b>CHANTREL</b><br>Monsieur Christophe <b>CHAPLOT</b>                              | Madame Chantal <b>BUREAU</b><br>Madame Carine <b>DEL RIO</b>  |
| <b>LUZILLÉ</b>              | Monsieur Alain <b>CHANTELOUP</b>  | Madame Julie <b>GRAULE</b>  |
| <b>ST-MARTIN LE BEAU</b>    | Monsieur Jacques <b>BRAULT</b><br>Monsieur Alain <b>SCHNEL</b><br>Madame Christine <b>POIRIER</b> | Monsieur Fabien <b>AMATHIEU</b><br>Monsieur Denis <b>GIRAUD</b><br><del>Madame Christine <b>POIRIER</b></del> |
| <b>SUBLAINES</b>            | Monsieur Alexandre <b>GUILBERT</b>  | Monsieur Jean-Marie <b>DANCRE</b>   |

## **16. Décisions du Président en vertu de sa délégation de pouvoir – Articles L2122-22 & L5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.**

M. Vincent LOUAULT, Président, dispose d'une délégation de pouvoir du conseil communautaire en vertu d'une délibération du 30 juillet 2020.

La liste des décisions du Président sont annexées à la note du conseil communautaire.

Ce point n'est qu'une information et ne donne pas lieu à délibération, ni à vote.

## **17. Questions Diverses**

*Monsieur Vincent LOUAULT revient sur sa rencontre avec Monsieur le Ministre Christophe BECHUT, avec qui la question du ZAN a été évoquée. Il en ressort que le PLUi devra être modifié en 2027 pour intégrer le ZAN. Monsieur Vincent LOUAULT ajoute que si le PLUi intègre une réduction d'au moins 50% de zones à urbaniser, tel que c'est le cas pour la communauté de communes, le ZAN apparaît alors comme étant déjà intégré.*

*Monsieur Vincent LOUAULT évoque ensuite la problématique de la gestion et du traitement des déchets du département. Il rappelle que chaque année, 100 000 Tonnes de déchets que l'on ne sait pas valoriser sont enfouis en Indre-et-Loire. Dans un contexte où la fermeture du centre d'enfouissement de Chanceaux-près-Loches est actée pour 2024, il est urgent de mettre en place de nouvelles solutions. Il rappelle que les dix présidents d'EPCI du département avaient adressé un courrier commun à l'ex-préfète afin de l'alerter sur ce point. S'en est alors suivi la nomination d'une experte de haut niveau, chargée de l'animation et de la coordination des acteurs du territoire pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie locale de gestion et de valorisation des déchets en Indre-et-Loire. Monsieur Vincent LOUAULT ajoute que Monsieur François BONNEAU a décidé de modifier le SRADDET, afin d'autoriser la construction d'une nouvelle unité de valorisation énergétique. L'incinérateur de Chinon sera donc reconstruit, et une nouvelle unité de valorisation verra le jour sur la Métropole de Tours.*

*Monsieur Olivier DELAVEAU demande quelles sont les technologies alternatives aux incinérateurs et à l'enfouissement.*

*Monsieur Vincent LOUAULT répond que le contenu des poubelles jaunes est recyclé, et que celui des poubelles grises, une fois les biodéchets retirés (représentent 40% du poids des poubelles grises), ira vers un incinérateur nouvelle technologie qui permettra une valorisation énergétique systématique. L'objectif serait de créer un réseau de chaleur qui permettrait d'alimenter une partie de la métropole de Tours.*

*Monsieur Vincent LOUAULT informe que Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire Patrice LATRON souhaite créer une brigade verte, pour encadrer notamment certaines problématiques urbanistiques.*

*Monsieur LionelCHANTELOUP rappelle la tenue de la Fresque du climat le 15 mars 2023, et invite les communes à répondre à l'invitation qui leur a été adressée. Il déplore avoir seulement 5 personnes inscrites, alors que 40 participants sont requis au minimum pour la tenue de cette fresque. Il invite donc les élus communaux à se rendre disponibles et à relayer l'invitation aux agents également. Enfin, il demande aux communes de faire de leur mieux pour répondre aux sollicitations de la communauté de communes, concernant les formations notamment.*

Aucun autre point n'étant abordé, la séance est levée à 20h47.

## Liste des décisions

| Décisions  | Service/<br>Compétence | Prestataire                         | Objet   | Montant                          |            |          |            |  |             |                 |             |  |  |                 |             |                           |                    |                           |                    |  |
|--|------------------------|-------------------------------------|---|----------------------------------|------------|----------|------------|--|-------------|-----------------|-------------|--|--|-----------------|-------------|---------------------------|--------------------|---------------------------|--------------------|--|
| 2022-173   | ASSAINISSEMENT         | Garage Patrick Gouillou Automobiles | Acceptation de l'offre par le service assainissement pour l'achat d'un Fiat Scudo1.5 Standard Business d'occasion   | 26 474.72 € HT                   |            |          |            |  |             |                 |             |  |  |                 |             |                           |                    |                           |                    |  |
| 2022-174   | ASSAINISSEMENT         | Garage Patrick Gouillou Automobiles | Acceptation de l'offre par le service assainissement pour l'achat d'un Boxer Bluehdi 130 Premium 330L d'occasion  | 25 064.05 € HT                   |            |          |            |  |             |                 |             |  |  |                 |             |                           |                    |                           |                    |  |
| 2022-175   | EAU                    | NEXECUR PROTECTION                  | Contrat de vente ou de location de matériel et prestation de télésurveillance – Locaux (atelier et bureau) du service Eau   | 199,00 € HT & 37,80 € HT mensuel |            |          |            |  |             |                 |             |  |  |                 |             |                           |                    |                           |                    |  |
| 2022-176   | EAU POTABLE            | Agence de l'eau                     | Demande de subvention à l'Agence de l'eau – Travaux de sectorisation du réseau d'eau potable de la commune de Luzillé <table border="1" style="margin-left: 20px;"> <thead> <tr> <th>Dépenses</th> <th>Montant HT</th> <th>Recettes</th> <th>Montant HT</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Pose de 8 débitmètres y compris Maîtrise d'œuvre et divers</td> <td>79 560.00 €</td> <td>Agence de l'eau</td> <td>55 692.00 €</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td>Autofinancement</td> <td>23 868,00 €</td> </tr> <tr> <td><b>Total des dépenses</b></td> <td><b>79 560,00 €</b></td> <td><b>Total des recettes</b></td> <td><b>79 560,00 €</b></td> </tr> </tbody> </table> | Dépenses                         | Montant HT | Recettes | Montant HT | Pose de 8 débitmètres y compris Maîtrise d'œuvre et divers | 79 560.00 € | Agence de l'eau | 55 692.00 € |  |  | Autofinancement | 23 868,00 € | <b>Total des dépenses</b> | <b>79 560,00 €</b> | <b>Total des recettes</b> | <b>79 560,00 €</b> |  |
| Dépenses   | Montant HT             | Recettes                            | Montant HT  |                                  |            |          |            |  |             |                 |             |  |  |                 |             |                           |                    |                           |                    |  |
| Pose de 8 débitmètres y compris Maîtrise d'œuvre et divers | 79 560.00 €            | Agence de l'eau                     | 55 692.00 €   |                                  |            |          |            |  |             |                 |             |  |  |                 |             |                           |                    |                           |                    |  |
|  |                        | Autofinancement                     | 23 868,00 €   |                                  |            |          |            |  |             |                 |             |  |  |                 |             |                           |                    |                           |                    |  |
| <b>Total des dépenses</b>                                  | <b>79 560,00 €</b>     | <b>Total des recettes</b>           | <b>79 560,00 €</b>  |                                  |            |          |            |  |             |                 |             |  |  |                 |             |                           |                    |                           |                    |  |
| 2022-177   | ACBVC                  | SVP INFORMATION DÉCISIONNELLE       | Abonnement SVP Secteur Public pour la Communauté de communes « Autour de Chenonceaux » Bléré Val de Cher  | 935.70 € HT/mois                 |            |          |            |  |             |                 |             |  |  |                 |             |                           |                    |                           |                    |  |
| 2022-178   |                        | AREP / CLAUDE EAS                   | Etude de pertinence et de faisabilité pour l'implantation d'une salle de spectacle sur le territoire intercommunal d'Autour de Chenonceaux – Bléé Val de Cher   | 24 459 € TTC                     |            |          |            |  |             |                 |             |  |  |                 |             |                           |                    |                           |                    |  |
| 2022-179   | Habitat                |                                     | AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE – Tarifs au 1 <sup>er</sup> janvier 2023   |                                  |            |          |            |  |             |                 |             |  |  |                 |             |                           |                    |                           |                    |  |

|                             | Nombre d'emplacements | Individuel | Caution      | Redevance journalière par emplacement | eau/ m3     | EDF/ kWh       |
|-----------------------------|-----------------------|------------|--------------|---------------------------------------|-------------|----------------|
| <b>Saint Martin le Beau</b> | 12                    | OUI        | 60 euros TTC | 2 euros TTC                           | 3 euros TTC | 0,20 euros TTC |
| <b>Chisseaux</b>            | 5                     | OUI        | 60 euros TTC | 2 euros TTC                           | 3 euros TTC | 0,20 euros TTC |

Pour les dégradations – tarifs TTC :

|                            |          |
|----------------------------|----------|
| ➤ Perte ou clef non rendue | 15.00 €  |
| ➤ Robinet extérieur        | 10.00 €  |
| ➤ Tête de robinet          | 8.00 €   |
| ➤ Vitre de porte sanitaire | 6.00 €   |
| ➤ Convecteur               | 200.00 € |
| ➤ Remplacement d'un hublot | 45.00 €  |
| ➤ Interrupteur simple      | 8.00 €   |
| ➤ Interrupteur double      | 15.00 €  |
| ➤ Prise simple intérieure  | 10.00 €  |



|   |                                |          |
|---|--------------------------------|----------|
| ➤ | Prise double extérieure        | 25.00 €  |
| ➤ | Robinet presto sur bac à laver | 50.00 €  |
| ➤ | Robinet presto sur WC          | 70.00 €  |
| ➤ | Ensemble douche                | 500.00 € |
| ➤ | Verrou                         | 10.00 €  |
| ➤ | Cadenas                        | 4.00 €   |

| Décision  | Service/<br>Compétence | Prestataire                | Objet   | Montant            |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
|---|------------------------|----------------------------|---|--------------------|----------|------------|----------|------------|---|--------------------------------------|----------------|-------------|-----------------|-----|---------|-----------------|------------------------|----------------|-----|----------------------|------------|------------------------|-----------------|-----|--------------|------------|--------------------------|-----------------|-----|---------------------------|------------|---------|-----------------|-----|-------------------|----------------|--|--|--|--|-----------------|--|-----------------|--|
| 2022-180  | Culture                | Le Muscle                  | Convention entre l'association « Le Muscle » - Acteurs de Territoires et la Communauté de communes Autour de Chenonceaux – Bléré Val de Cher concernant la mise en œuvre du projet culturel communautaire pour l'année 2023 | 14 400.00<br>€ TTC |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
| 2022-181  | HABITAT                | Conseil Départemental      | Réalisation d'un foyer de jeunes travailleurs à Saint Martin le Beau – Demande de subvention – Conseil Départemental (F2D).   |                    |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
| 2022-182  | Assainissement         | GROU PAMA                  | Renouvellement du contrat d'assurance VILLASSUR – Plan d'assurance des collectivités – Bâtiments et STEP pour le service Assainissement   | 5 260.22<br>€ TTC  |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
| 2022-183  | COMMERCE DE PROXIMITE  | Conseil Départemental      | – Aménagement d'une boulangerie pâtisserie à La Croix en Touraine – Demande de subvention – Conseil Départemental (F2D)   |                    |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
| <table border="1"> <thead> <tr> <th>Dépenses</th> <th>Montant HT</th> <th>Recettes</th> <th>Montant HT</th> <th>%</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Honoraires études / maîtrise d'œuvre</td> <td>54<br/>364,07 €</td> <td>Etat (DETR)</td> <td>137<br/>098,80 €</td> <td>23%</td> </tr> <tr> <td>Travaux</td> <td>496<br/>924,54 €</td> <td>Département (F2D 2020)</td> <td>60<br/>753,00 €</td> <td>10%</td> </tr> <tr> <td>Raccordement réseaux</td> <td>2 928,60 €</td> <td>Département (F2D 2023)</td> <td>100<br/>000,00 €</td> <td>17%</td> </tr> <tr> <td>Taxes divers</td> <td>3 200,00 €</td> <td>Région (contrat de pays)</td> <td>113<br/>600,00 €</td> <td>19%</td> </tr> <tr> <td>Publicité / communication</td> <td>1 622,57 €</td> <td>Emprunt</td> <td>182<br/>418,95 €</td> <td>31%</td> </tr> <tr> <td>Dépenses diverses</td> <td>34<br/>830,97 €</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td></td> <td>593<br/>870,75 €</td> <td></td> <td>593<br/>870,75 €</td> <td></td> </tr> </tbody> </table> |                        |                            |   |                    | Dépenses | Montant HT | Recettes | Montant HT | % | Honoraires études / maîtrise d'œuvre | 54<br>364,07 € | Etat (DETR) | 137<br>098,80 € | 23% | Travaux | 496<br>924,54 € | Département (F2D 2020) | 60<br>753,00 € | 10% | Raccordement réseaux | 2 928,60 € | Département (F2D 2023) | 100<br>000,00 € | 17% | Taxes divers | 3 200,00 € | Région (contrat de pays) | 113<br>600,00 € | 19% | Publicité / communication | 1 622,57 € | Emprunt | 182<br>418,95 € | 31% | Dépenses diverses | 34<br>830,97 € |  |  |  |  | 593<br>870,75 € |  | 593<br>870,75 € |  |
| Dépenses  | Montant HT             | Recettes                   | Montant HT  | %                  |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
| Honoraires études / maîtrise d'œuvre  | 54<br>364,07 €         | Etat (DETR)                | 137<br>098,80 €   | 23%                |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
| Travaux   | 496<br>924,54 €        | Département (F2D 2020)     | 60<br>753,00 €  | 10%                |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
| Raccordement réseaux  | 2 928,60 €             | Département (F2D 2023)     | 100<br>000,00 €   | 17%                |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
| Taxes divers  | 3 200,00 €             | Région (contrat de pays)   | 113<br>600,00 €   | 19%                |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
| Publicité / communication   | 1 622,57 €             | Emprunt                    | 182<br>418,95 €   | 31%                |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
| Dépenses diverses   | 34<br>830,97 €         |                            |   |                    |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
|   | 593<br>870,75 €        |                            | 593<br>870,75 €   |                    |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
| 2022-184  | ALSH                   | GROU PAMA                  | Renouvellement du contrat d'assurance VILLASSUR 3 – Plan d'assurance des collectivités – Biens immobiliers pour accueil jeunes de Bléré   | 172.24 €<br>TTC    |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
| 2023-001  |                        | Etat                       | DETR 2023- Mobilités – Schéma cyclable – Demande de subvention  |                    |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
| <b>Sources</b>  |                        | <b>Libellé</b>             | <b>Montant</b>  | <b>Taux</b>        |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
| Fonds propres   |                        |                            | 525 118.08 €  | 42.94 %            |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
| Emprunts  |                        |                            |   |                    |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
| <b>Sous-total autofinancement</b>   |                        |                            | <b>525 118.08 €</b>   | <b>42.94 %</b>     |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
| Union Européenne  |                        |                            |   |                    |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
| Etat – DETR ou DSIL   |                        |                            | 489 213.04 €  | 40 %               |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
| Etat – autres   |                        | AAP France<br>Relance Vélo | 208 701.48 €  | 17.06 %            |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
| Conseil régional  |                        |                            |   |                    |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
| Conseil Départemental   |                        |                            |   |                    |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
| Fonds de concours CC ou CA  |                        |                            |   |                    |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
| Autres  |                        |                            |   |                    |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
| <b>Sous-total subventions publiques</b>   |                        |                            | <b>697 914.52 €</b>   | <b>57.06 %</b>     |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |
| <b>TOTAL HT</b>   |                        |                            | <b>1 223 032.60 €</b>   | <b>100 %</b>       |          |            |          |            |   |                                      |                |             |                 |     |         |                 |                        |                |     |                      |            |                        |                 |     |              |            |                          |                 |     |                           |            |         |                 |     |                   |                |  |  |  |  |                 |  |                 |  |

|           |                 |                  |   |                 |
|-----------|-----------------|------------------|---|-----------------|
| 2023-002  |                 | Etat             | DETR 2023- Extension du siège de la communauté de communes – Demande de subvention  |                 |
| 2023-003B | BVC Emergence   |                  | BAIL DEROGATOIRE AVEC L'ENTREPRISE DPI POUR LA LOCATION D'UN BUREAU AU CENTRE D'AFFAIRES BVC EMERGENCE  | 350 € HT / mois |
| 2023-004B | ACBVC           |                  | COMMUNE DE BLERE – CONVENTION MISE A DISPOSITION  |                 |
| 2023-005B |                 |                  | COMMERCE LUZILLE – BAIL PRECAIRE AVEC MADAME VANNIER SYLVIE   | 400 €HT         |
| 2023-006  | ACBVC           | CONNECT SERVICES | Installation et équipement en Téléphonie de trois sites de la Communauté de communes Autour de Chenonceaux Bléré Val de Cher<br>La prestation s'élève à 90 € HT par mois pour le Bureau du service Eau Potable de la Croix en Touraine, 395 €HT par mois pour le Centre d'Affaires BVC Émergence et 90 €HT pour les locaux de la Voirie. L'installation comprenant le déplacement des techniciens, les équipements et la configuration s'élève à 7 50 €HT |                 |
| 2023-007  | ACBVC           | FEPP             | Contrat de location d'un dispositif de protection – Pare-feu ZYXEL USGFLEX200 de l'infrastructure informatique pour le service Eau potable de la Communauté de communes Autour de Chenonceaux Bléré Val de Cher   | 65€HT/mois      |
| 2023-008  | ASSAINIS SEMENT | SAUR             | Assistance à l'exploitation des ouvrages d'eaux usées pour la commune d'Athée-sur-Cher  | 862.66 €HT/an   |
| 2023-009  | EAU POTABLE     | SAUR             | Assistance à l'exploitation des ouvrages d'eau potable pour la commune d'Athée-sur-Cher   | 3 446 €HT/an    |

Le Président,  
Vincent LOUAULT



Le Secrétaire de séance,  
Jean-Claude OMONT